

III) Compte de résultat

Compte de résultat	2023	2022
Chiffre d'affaires	1 965 594 008	1 904 759 550
Autres produits d'exploitation	110 619 516	115 758 914
<i>Produits d'exploitation</i>	<i>2 076 213 523</i>	<i>2 020 518 464</i>
Achats consommés	(1 248 027 921)	(1 209 986 404)
Charges de personnel	(301 578 109)	(287 997 263)
Autres charges d'exploitation	(289 336 529)	(285 315 056)
Impôts et taxes	(13 571 486)	(15 394 277)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(114 114 896)	(194 686 985)
<i>Charges d'exploitation</i>	<i>(1 966 628 941)</i>	<i>(1 993 379 984)</i>
Résultat d'exploitation avant dotations aux amort. et dép. EA	109 584 582	27 138 480
<i>Dotations aux amort. et dépréciations des écarts d'acquisition</i>		
Résultat d'exploitation après dotations aux amort. et dép. EA	109 584 582	27 138 480
<i>Produits financiers</i>	<i>13 770 836</i>	<i>16 114 300</i>
<i>Charges financières</i>	<i>(20 862 091)</i>	<i>(18 327 416)</i>
Résultat financier	(7 091 255)	(2 213 116)
<i>Produits exceptionnels</i>	<i>11 832 477</i>	<i>29 077 892</i>
<i>Charges exceptionnelles</i>	<i>(12 559 555)</i>	<i>(47 544 576)</i>
Résultat exceptionnel	(727 078)	(18 466 684)
<i>Impôts sur les résultats</i>	<i>(17 198 974)</i>	<i>(27 555 492)</i>
Résultat net des entreprises intégrées	84 567 275	(21 096 812)
<i>Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence</i>	<i>(332 604)</i>	<i>157 906</i>
Résultat net de l'ensemble consolidé	84 234 671	(20 938 907)
<i>Intérêts minoritaires</i>	<i>49 199 028</i>	<i>(22 287 570)</i>
Résultat net (part du groupe)	35 035 643	1 348 663



« OREFI », Orientale et Financière

Société par actions simplifiée au capital de 504 995 €

Siège social : 249, avenue du Président Wilson 93210 LA PLAINE SAINT DENIS

399 402 965 R.C.S. BOBIGNY

RAPPORT DU PRESIDENT SUR LES COMPTES CONSOLIDES DE L'EXERCICE 2023

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 28 JUIN 2024

Mesdames, Messieurs,

Le Présent rapport est, conformément à la Loi, destiné à vous rendre compte de l'activité et des résultats de notre Groupe de sociétés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023 et de vous faire part des perspectives d'avenir.

MODIFICATIONS DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre des comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2023 regroupe 43 sociétés contre 49 sociétés au 31 décembre 2022.

Les variations de périmètre sur cet exercice sont les suivantes :

Acquisitions :

La société **OREDIS** a acquis 50 451 actions supplémentaires de la société **VENTE-PRIVEE.COM**, augmentant sa participation et lui permettant de détenir 50.18% des actions de la société. Un écart d'acquisition complémentaire d'un montant de 652 K€ a été constaté.

La société **VENTE-PRIVEE.COM** a acquis 1.54% de la société **A.MOB**, augmentant sa participation et lui permettant de détenir près de 97% de la société. Un écart d'acquisition complémentaire d'un montant de 244 K€ a été constaté.

Autres :

La société **VENTE-PRIVEE.COM** a racheté au cours de l'exercice 66 142 de ses propres actions et a procédé à une réduction de capital de la société dans cette limite. Un écart d'acquisition complémentaire de 2 058 K€ a été constaté.

La société **DIGITAL COMMERCE** a transféré l'ensemble de ses actifs et passifs dans le cadre d'une transmission universelle de patrimoine au profit de la société **VENTE-PRIVEE.COM** en date du 23 mars 2023.

La société **OOSEARCH** a transféré l'ensemble de ses actifs et passifs dans le cadre d'une transmission universelle de patrimoine au profit de la société **VENTE-PRIVEE.COM** en date du 23 mars 2023.

La société **VENTE-PRIVEE VOYAGES** a transféré l'ensemble de ses actifs et passifs dans le cadre d'une transmission universelle de patrimoine au profit de la société **VENTE-PRIVEE.COM** en date du 23 novembre 2023.

La société **VP USA BRANDS** a été liquidée en date du 4 avril 2023.

La société **JV VP USA LLC** a été liquidée en date du 4 avril 2023.

La société **TAHITI WILSON** a été liquidée le 16 Novembre 2023.

FAITS CARACTERISTIQUES

Impacts des évènements internationaux :

Même si le Groupe n'est pas exposé directement sur ce marché en termes de chiffre d'affaires ou de sourcing, les conséquences des évènements actuels en Europe de l'Est (guerre en Ukraine) restent difficiles à appréhender.

Les répercussions indirectes de ce conflit, en particulier l'inflation et l'augmentation des coûts logistiques, sont réels. Elles affectent les coûts de sourcing et de manière générale influent sur le comportement et les habitudes des membres sur le site (baisse du pouvoir d'achat).

Autres points :

Afin de rationaliser les coûts, il a été décidé de fermer un entrepôt en Belgique, liquider des sociétés sans activité notamment aux Etats-Unis et de ne pas remplacer certains postes.

COMPTES CONSOLIDES 2023

Les comptes consolidés du groupe OREFI ont été établis selon les règles françaises et sont conformes aux articles L.233-16 à 28 du Code de Commerce et au règlement ANC 2020-01.

Les méthodes et règles de consolidation retenues sont détaillées dans l'Annexe des Comptes consolidés qui font partie intégrante de ceux-ci.

ACTIVITE DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, le chiffre d'affaires du Groupe s'est élevé à 1 965 594 008 € contre 1 904 759 550 € l'exercice précédent, soit une augmentation de près de 3.2%.

L'effectif moyen a diminué, passant de 4 805 personnes en 2022 à 4 595 personnes en 2023.

Le résultat net consolidé s'élève à 84 234 671 € contre – 20 938 907 € en 2022, soit une augmentation de 105 173 578 €.

Les capitaux propres groupe s'élèvent à 494 014 035 € contre 472 593 967 € au 31 décembre 2022.

Compte de résultat

Le chiffre d'affaires du groupe d'un montant de 1 965 594 008 € augmenté des autres produits d'exploitation d'un montant de 110 619 516 € génèrent un total des produits d'exploitation de 2 076 213 523 € en 2023 contre 2 020 518 464 € l'exercice précédent.

Les charges d'exploitation s'élèvent pour l'exercice 2023 à 1 966 628 941 € contre 1 993 379 984 € sur l'exercice précédent, soit une diminution de 1.34 % et sont composées :

- D'achats consommés pour 1 248 027 921 € ;
- De charges de personnel pour 301 578 109 € ;
- D'autres charges d'exploitation pour 289 336 529 € ;
- D'impôts et taxes pour 13 571 486 € ;
- De dotations aux amortissements et provisions d'exploitation y compris celles relatives aux écarts d'acquisition pour 114 114 896 € ;

Le résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition s'établit à 109 584 582 € au cours de cet exercice.

Après imputation du résultat financier de – 7 091 255 €, du résultat exceptionnel de – 727 078 €, après la prise en charge de l'impôt sur les résultats de – 17 198 974 € et du résultat de la mise en équivalence de sociétés de – 332 604 €, le résultat net consolidé s'élève à 84 234 671 € contre – 20 938 907 € en 2022.

Il se répartit de la façon suivante :

- résultat net Groupe : 35 035 643 €
- résultat net hors Groupe : 49 199 028 €

Bilan

Les capitaux propres s'élèvent à 787 094 127 € au 31 décembre 2023, dont 494 014 035 € revenant au groupe.

L'actif net immobilisé s'élève à 1 171 193 325 € à la clôture de l'exercice. Les investissements incorporels et corporels de l'exercice s'élèvent à 81 861 914 €. Les sorties d'immobilisations incorporelles et corporelles s'élèvent à 10 856 763 €.

L'actif net circulant est de 590 234 477 € et se compose de la manière suivante :

- Des stocks et en-cours pour 225 530 775 €,
- Des clients et comptes rattachés pour 53 541 201 €,
- Des autres créances et comptes de régularisation pour 141 284 930 €,
- Des valeurs mobilières de placement pour 31 101 783 €
- Des disponibilités pour 138 775 788 €.

Les dettes au 31 décembre 2023 s'élèvent à 952 161 302 € et sont constituées par :

- Des emprunts et dettes financières pour 357 452 116 € ;
- Des dettes fournisseurs et comptes rattachés pour 356 067 257 €,
- Des autres dettes et comptes de régularisation pour 238 641 929 €.

ACTIVITE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Dans le cadre de ses activités, le groupe a réalisé au cours de l'exercice des dépenses de recherche et développement qui ont été activées pour un montant de 57.3 M€ contre 51.9 M€ sur l'exercice 2022.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE – PERSPECTIVES 2024

Le 15 Janvier 2024, le Président de la société VENTE-PRIVEE.COM, a constaté que le nombre final d'ADPR rachetées par la société au titre des tranches 1 et 2 du Plan LTI 2020 s'élevait à 68 622 et décidé de procéder à l'annulation de ces ADPR. Le président a donc constaté la réduction du capital social en conséquence, qui s'est élevée à 686.22€ portant ainsi le capital de la société de 684 332.35 à 683 646.13€.

Au 1^{er} Janvier 2024, les actions de la société A.MOB détenues par VENTE-PRIVEE.COM ont été cédées à la société VENTE-PRIVEE HOLDING PRODUCTION.

Le 29 mars 2024, les associés de la société PRESSENSE WILSON ont décidé sa dissolution anticipée et sa liquidation amiable.

RISQUES ET INCERTITUDES

Courant 2016, le groupe a fait l'objet d'un contrôle de la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (DGCCRF) portant sur les prix référents indiqués sur le site internet de la société VP.COM. Les conclusions de ce contrôle ont été communiquées début 2019 au Tribunal Correctionnel de Bobigny par la DGCCRF. Une procédure a été ainsi engagée à l'encontre du groupe sans effet depuis l'année 2019. Après délibéré en mai 2022, le tribunal a relaxé la société et mis fin à toute poursuite. La DGCCRF a fait appel de cette décision.

Le 20 juillet 2023, la Guardia di Finanzia (GDF) a ouvert un contrôle fiscal sur les impôts directs de l'entité VENTE-PRIVEE.COM suspectant l'existence d'un établissement stable non déclaré en Italie pour la période 2017 à 2020 (étendu par la suite à 2016).

Des premiers éléments de réponse ont été fournis par VENTE-PRIVEE.COM à la GDF afin d'expliquer le business modèle pour la période audité. En particulier, il a été rappelé :

- Le rôle central de la France dans les fonctions exercées, les biens (incorporels) utilisés, les risques supportés pour les ventes en Italie et ;
- Les rémunérations payées à la filiale italienne PRIVALIA pour les fonctions exercées en Italie, détaillées dans la documentation de prix de transfert revue par la GDF.

La GDF a émis son rapport définitif (PVC) le 30 janvier 2024. Ce PVC, qui ne constitue pas un redressement de la société, a été transmis au début du mois de février à l'administration fiscale italienne pour instruction (tax agency).

A date et en tout état de cause, VENTE-PRIVEE.COM SA souhaite poursuivre les discussions en fournissant des preuves supplémentaires démontrant le rôle déterminant de la France dans le business en Italie et visant à démontrer l'absence d'établissement stable en Italie pour les années contrôlées.

Le groupe a comptabilisé des provisions pour risques sociaux et restructuration (4.5 M€) concernant principalement VENTE-PRIVEE.COM et VEEPEE NORTHERN EUROPE.

Suite à un contrôle des cotisations sociales de la société PRIVALIA SERVICIOS DE INFORMACAO, une notification de l'administration a été adressée à la société pour un montant de 1.5 M€. La totalité de la notification est provisionnée à la clôture de l'exercice.

Des litiges commerciaux correspondant à des différends avec des fournisseurs pour la société VENTE-PRIVEE LOGISTIQUE (0.3 M€) et PRIVALIA SERVICIOS DE INFORMACAO (0.9 M€) restent en cours.

Nous espérons que les informations contenues dans le présent rapport vous auront permis d'obtenir la meilleure connaissance possible de la marche de notre groupe au cours du dernier exercice, de sa situation économique et financière et de son évolution prévisible.

Nous restons bien entendu, préalablement à la mise aux voix des résolutions inscrites à l'ordre du jour, à votre disposition pour répondre à vos questions.

LE PRESIDENT

Nous restons bien entendu, préalablement à la mise aux voix des résolutions inscrites à l'ordre du jour, à votre disposition pour répondre à vos questions.


LE PRESIDENT

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

Les comptes consolidés du groupe OREFI ont été établis selon les règles françaises et sont conformes aux articles L.233-16 à 28 du Code de Commerce et au règlement ANC 2020-01. Les caractéristiques de ce groupe sont les suivants :

- Capital social de 504 995 € constitué de 504 995 actions,
- Siège social : 249 Avenue du Président Wilson – 93210 La Plaine Saint Denis,
- Activité principale du groupe : Vente à distance.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par les dirigeants le 19/06/2024.

V) Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation généralement utilisées sont les suivantes :

- L'intégration proportionnelle lorsque le groupe exerce un contrôle conjoint,
- L'intégration globale lorsque la fraction des droits de vote détenue est supérieure à 50 %,
- La mise en équivalence lorsque la fraction des droits de vote est comprise entre 20 et 50 %.

Toutefois, quelques exceptions à ce principe sont à noter :

- La société JSMB, contrôlée à 30% par la société MY BO BUN HOLDING, qui devrait être mise en équivalence, n'a pas été consolidée du fait de la non-communication des comptes sociaux. Ces titres ont toutefois été provisionnés en totalité dans les comptes consolidés.
- La société I LOVE BO BUN détenue à 100% par la société JSMB et qui devrait être mise en équivalence, n'a pas été intégrée dans la consolidation du fait de la non-communication des comptes sociaux.

VI) Modalités de traitement des écarts d'acquisitions

L'écart d'acquisition est la différence entre le coût d'acquisition et la part acquise dans l'actif net réestimé des entreprises. Cet actif net est déterminé sur la base des méthodes d'évaluation appliquées éventuellement dans la présente consolidation, lorsqu'elles sont significatives, et tout particulièrement :

- La réévaluation des immobilisations,
- L'annulation des fonds commerciaux et des frais d'établissement,
- La constatation des impôts différés,
- La constatation de provisions pour départ à la retraite, s'il y a lieu,
- L'annulation des fonds de commerce, s'il y a lieu.

Cet actif net est déterminé à la date du transfert effectif de contrôle. Toutefois, quand les informations financières ne sont pas disponibles, il peut être estimé à la date du plus proche arrêté comptable disponible.

S'ils peuvent être évalués de manière fiable, le coût d'acquisition tient compte des éventuels ajustements de prix prévu dans la convention d'acquisition (complément de prix).

Depuis le 1^{er} Janvier 2016, les écarts d'acquisition positifs ne sont plus amortis, mais un test de dépréciation est réalisé une fois par an. Si nécessaire, les écarts d'acquisitions sont dépréciés. Les dépréciations ainsi constatées ne sont ensuite jamais reprises, nonobstant une amélioration de la valeur des actifs concernés.

Par principe, pour les besoins des tests de dépréciation, les écarts d'acquisition sont comparés à la valeur d'utilité de chacune des sociétés, fondée sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs estimés y afférents. Ces derniers reposent sur des prévisions à 5 ans et d'une valeur terminale, établies par la direction financière du groupe.

Les amortissements et les dépréciations des écarts d'acquisitions positifs sont présentés ensemble dans les mêmes postes du bilan et du compte de résultat.

Depuis le 1^{er} Janvier 2016, les écarts d'acquisition négatifs sont désormais repris en totalité au résultat :

- De manière étalée, lorsque ces écarts doivent compenser une faiblesse attendue des résultats de l'entreprise acquise, ou doivent couvrir des coûts futurs non susceptibles de constituer des passifs ;
- Immédiatement quand ils peuvent s'analyser comme une plus-value découlant de l'acquisition ;
- Dans les autres cas étalés forfaitairement sur cinq exercices (en application des délais prévus par la directive n°2013/34/UE du 26 Juin 2013) ;



A) Détail des écarts d'acquisition

Détail des écarts d'acquisition affectés	Brut	Amortissements	Dépréciations	Valeur nette
Ecart d'acquisition	697 430 507	(65 879 794)	(2 545 034)	629 005 678
Partenaires				
P-COPAD	2 946 286	(2 946 286)		
P-IMMEX CONSEILS	365 000	(365 000)		
P-VENTE PRIVEE LOGISTIQUE	3 575		(3 575)	
P-MY BO BUN HOLDING	64 824		(64 824)	
P-FONCIERE WILSON	8 457 615	(18 584)	(67 817)	8 371 214
P-OREDIS	104 937 899	(20 833 690)		84 104 209
P-PIN UP	752 515	(752 515)		
P-VENTE-PRIVEE.COM	142 395 255	(39 855 443)	(1 275 438)	101 264 374
P-DACO	2 738 146			2 738 146
P-GET SCALIA	1 106 141		(1 106 141)	
P-VENTE-PRIVEE.COM IP	27 239		(27 239)	
P-VEEPEE NORTHERN EUROPE	83 717 603	(1 108 276)		82 609 327
P-VEEPEE NORDICS APS	2 227 235			2 227 235
P-EBOUTIC	24 315 088			24 315 088
P-ADOTMOB	23 965 162			23 965 162
P-PRIVALIA VENTA DIRECTA ESPAGNE	299 410 923			299 410 923
Libellé	Brut	Amortissements	Dépréciations	Valeur nette
Ecart d'acquisition - passif	1 763 976		(1 763 976)	
Partenaires				
P-COPAD	10		(10)	
P-VENTE-PRIVEE HOLDING PRODUCTION	1 298 466		(1 298 466)	
P-VENTE PRIVEE LOGISTIQUE	1 969		(1 969)	
P-FONCIERE WILSON	302 677		(302 677)	
P-VENTE-PRIVEE.COM	160 854		(160 854)	

B) Variation des écarts d'acquisition

Variation des écarts d'acquisition	2 023	2 022	Entrées de périmètre	Sorties de périmètre	Dotation	Reprise	Variations de périmètre et autres variations
Ecart d'acquisition	697 430 507	694 476 467					2 954 040
Amortissements des écarts d'acquisition	(65 879 794)	(65 879 794)					
Dépréciations des écarts d'acquisition	(2 545 034)	(2 545 034)					
Ecart d'acquisition net actif	629 005 678	626 051 638					2 954 040
Ecart d'acquisition - passif	1 763 976	1 763 976					
Reprise - écart d'acquisition - passif	(1 763 976)	(1 763 976)					
Ecart d'acquisition net passif							

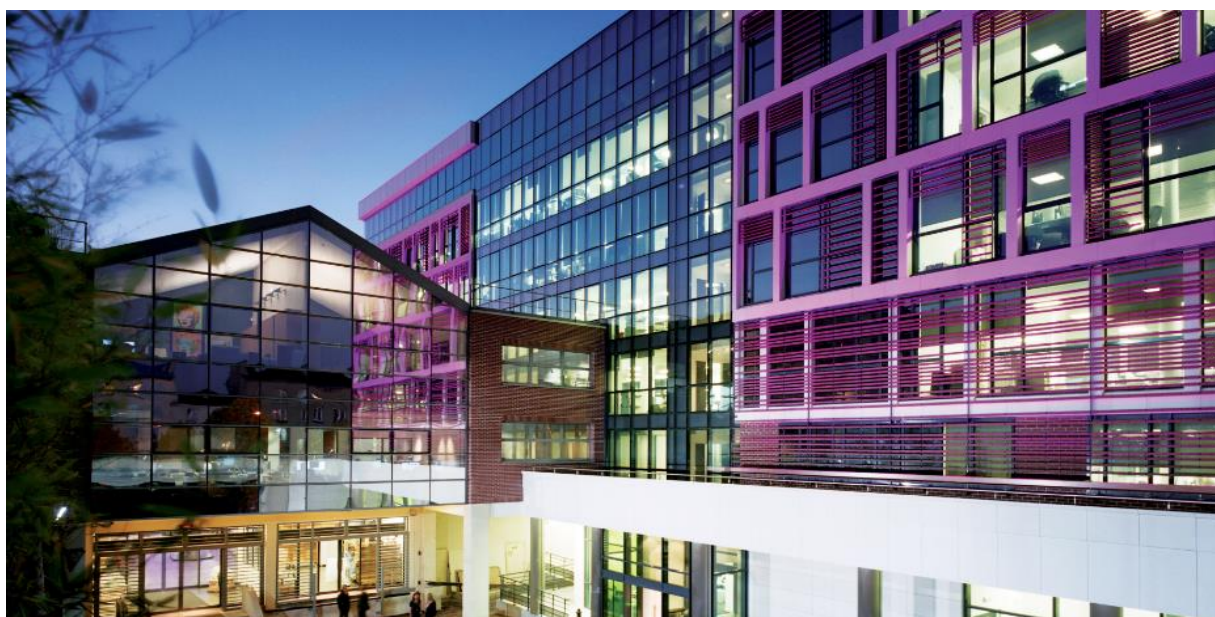
La variation des écarts d'acquisition provient essentiellement de rachats complémentaires des titres de la société A.MOB par VENTE-PRIVEE.COM, et des titres de la société VENTE-PRIVEE.COM par OREDIS, ayant généré des écarts d'acquisition complémentaires respectivement pour 244 K€ et 652 K€. Un écart d'acquisition a par ailleurs été constaté chez VENTE-PRIVEE.COM suite au rachat par cette dernière de ses propres actions, pour un montant de 2 058 K€.

VII) Valeur d'entrée des actifs et des passifs en cas de variation du périmètre de consolidation

Les intérêts minoritaires dans la situation nette sont évalués suivant la méthode de la réestimation totale qui affecte aux minoritaires leur quote-part dans la situation nette des filiales et dans tous les retraitements de consolidation.

Les postes d'actif et de passif de la société acquise sont estimés selon les mêmes méthodes que celles appliquées pour la détermination des écarts d'acquisition. La contrepartie de ces réestimations est portée au poste "réserves consolidées".

Par simplification, les écarts d'acquisition sur les titres VENTE-PRIVEE.COM et A.MOB constatés entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2023 ont été calculés par rapport à l'actif net consolidé au 31 Décembre 2022 retraité du résultat consolidé 2023 prorata temporis, net d'éventuelles distributions et de corrections d'à nouveaux desdites sociétés.



VIII) Méthodes de conversion des filiales étrangères

Les comptes consolidés du groupe OREFI sont établis en euros.

Les comptes des filiales intégrées dont la devise de fonctionnement est différente de celle de la maison mère, ont été convertis en euros selon les principes suivants :

- Les postes du bilan (à l'exception des capitaux propres) au cours de clôture ;
- Les capitaux propres au taux historique ;
- Le compte de résultat au taux moyen de la période ;

Année	2023			2022		
Devise	Taux d'ouverture	Taux moyen	Taux de clôture	Taux d'ouverture	Taux moyen	Taux de clôture
Livre (£)	0,8869	0,8702	0,8684	0,8403	0,8527	0,8869
Dollar (\$)	1,0666	1,0823	1,1055	1,1326	1,0531	1,0666
Francs Suisses (CHF)	0,9847	0,9722	0,9297	1,0331	1,0047	0,9847
Couronne Danoise (DKK)	7,4349	7,4555	7,4661	7,4349	7,4405	7,4349
Sheqel Israélien (ILS)	3,7552	3,9888	3,9825	3,5162	3,5348	3,7552
Réal brésilien (BRL)	5,6402	5,4034	5,3642	6,3091	5,4407	5,6402
Zloty Polonais (PLN)	4,6816	4,5413	4,3445	4,5977	4,6860	4,6816

IX) Autres évènements significatifs

Impacts des évènements internationaux :

Même si le Groupe n'est pas exposé directement sur ce marché en termes de chiffre d'affaires ou de sourcing, les conséquences des évènements actuels en Europe de l'Est (guerre en Ukraine) restent difficiles à appréhender.

Les répercussions indirectes de ce conflit, en particulier l'inflation et l'augmentation des coûts logistiques, sont réels. Elles affectent les coûts de sourcing et de manière générale influent sur le comportement et les habitudes des membres sur le site (baisse du pouvoir d'achat).

Autres points :

Afin de rationaliser les coûts, il a été décidé de fermer un entrepôt en Belgique, liquider des sociétés sans activité notamment aux Etats-Unis et de ne pas remplacer certains postes.

X) Date de clôture des comptes

La société consolidante clôture ses comptes au 31 décembre 2023.

Toutes les sociétés intégrées, sous réserve de celles qui ont pu être absorbées ou sorties au cours de l'exercice, ont clôturé une situation de 12 mois au 31 Décembre 2023.

XI) Périmètre

Le périmètre des comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2023 regroupe 43 sociétés contre 49 sociétés au 31 décembre 2022.

Les variations de périmètre sur cet exercice sont les suivantes :

Acquisitions :

La société **OREDIS** a acquis 50 451 actions supplémentaires de la société **VENTE-PRIVEE.COM**, augmentant sa participation et lui permettant de détenir 50.18% des actions de la société. Un écart d'acquisition complémentaire d'un montant de 652 K€ a été constaté.

La société **VENTE-PRIVEE.COM** a acquis 1.54% de la société **A.MOB**, augmentant sa participation et lui permettant de détenir près de 97% de la société. Un écart d'acquisition complémentaire d'un montant de 244 K€ a été constaté.

Autres :

La société **VENTE-PRIVEE.COM** a racheté au cours de l'exercice 66 142 de ses propres actions et a procédé à une réduction de capital de la société dans cette limite. Un écart d'acquisition complémentaire de 2 058 K€ a été constaté.

La société **DIGITAL COMMERCE** a transféré l'ensemble de ses actifs et passifs dans le cadre d'une transmission universelle de patrimoine au profit de la société **VENTE-PRIVEE.COM** en date du 23 mars 2023.

La société **OOSEARCH** a transféré l'ensemble de ses actifs et passifs dans le cadre d'une transmission universelle de patrimoine au profit de la société **VENTE-PRIVEE.COM** en date du 23 mars 2023.

La société **VENTE-PRIVEE VOYAGES** a transféré l'ensemble de ses actifs et passifs dans le cadre d'une transmission universelle de patrimoine au profit de la société **VENTE-PRIVEE.COM** en date du 23 novembre 2023.

La société **VP USA BRANDS** a été liquidée en date du 4 avril 2023.

La société **JV VP USA LLC** a été liquidée en date du 4 avril 2023.

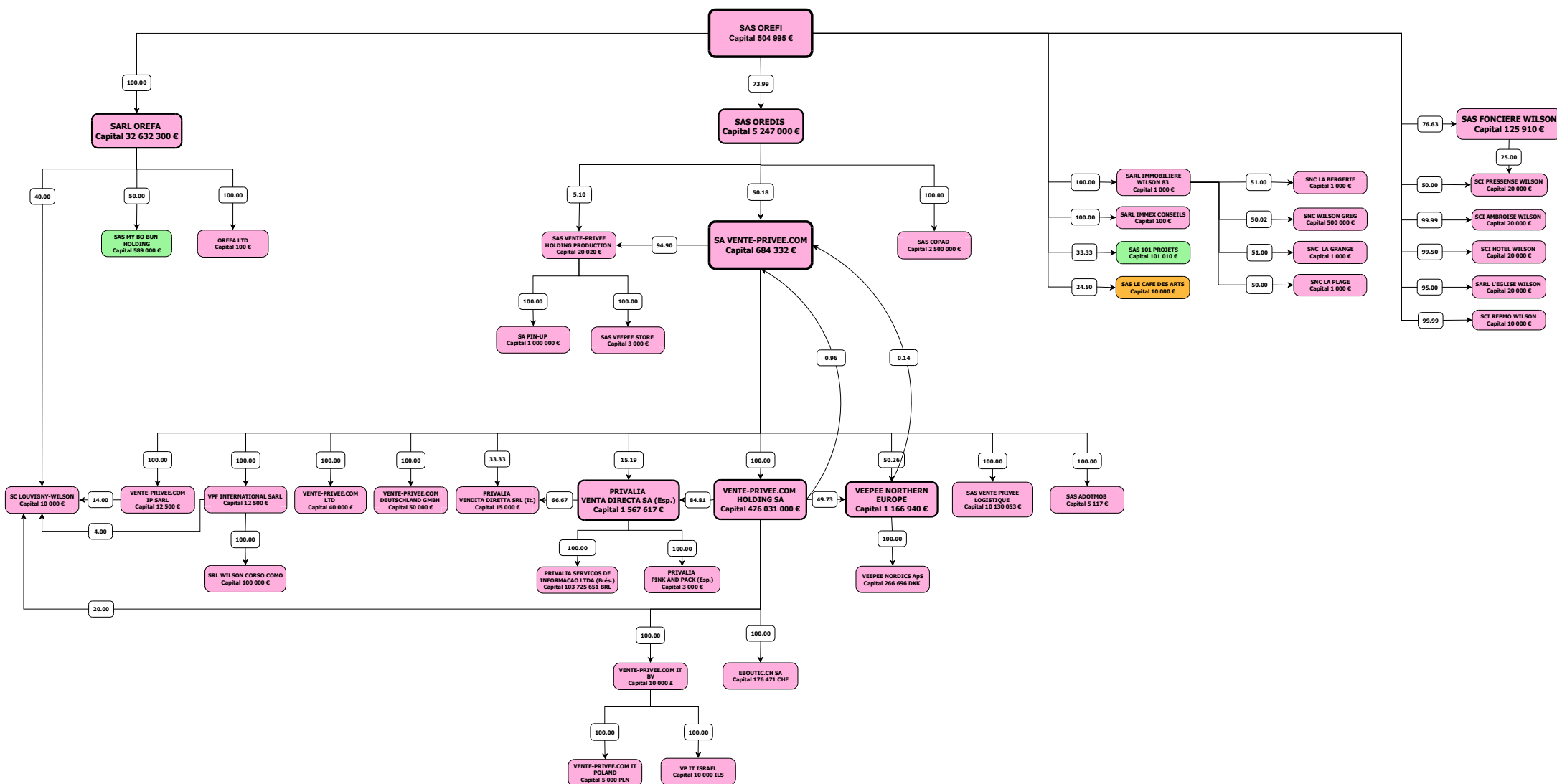
La société **TAHITI WILSON** a été liquidée le 16 Novembre 2023.

XII) Evènements postérieurs à la clôture

Le 15 Janvier 2024, le Président de la société **VENTE-PRIVEE.COM**, a constaté que le nombre final d'ADPR rachetées par la société au titre des tranches 1 et 2 du Plan LTI 2020 s'élevait à 68 622 et décidé de procéder à l'annulation de ces ADPR. Le président a donc constaté la réduction du capital social en conséquence, qui s'est élevée à 686.22€ portant ainsi le capital de la société de 684 332.35 à 683 646.13€.

Au 1^{er} Janvier 2024, les actions de la société **A.MOB** détenues par **VENTE-PRIVEE.COM** ont été cédées à la société **VENTE-PRIVEE HOLDING PRODUCTION**.

Le 29 mars 2024, les associés de la société **PRESSENSE WILSON** ont décidé sa dissolution anticipée et sa liquidation amiable.



B) Informations sur le périmètre

Code	Libellé	Pays	SIREN	Objet	Méthode de consolidation	% d'intérêt 2023	% d'intérêt 2022
80127	SCI AMBROISE	FRANCE	808115836	Gestion immobilière	IG	100,00	100,00
80317	COPAD	FRANCE	381454040	Commerce de gros	IG	73,99	73,99
80330	101 PROJETS	FRANCE	799382148	Fonds de placement	IP	33,33	33,33
80804	HOTEL WILSON	FRANCE	799332408	Gestion immobilière	IG	99,50	99,50
80902	IMMOBILIERE WILSON 83	FRANCE	812123057	Société Holding	IG	100,00	100,00
80903	IMMEX CONSEILS	FRANCE	504403726	Restauration traditionnelle	IG	100,00	100,00
81005	OREFI	FRANCE	399402965	Société Holding	IG	100,00	100,00
81006	VENTE-PRIVEE HOLDING PRODUCTION	FRANCE	378849244	Société Holding	IG	39,39	39,33
81007	OREFA	LUXEMBOURG		Société Holding	IG	100,00	100,00
81008	OREFA LTD	IRLANDE		Gestion d'actifs	IG	100,00	100,00
81307	VENTE PRIVEE LOGISTIQUE	FRANCE	452650500	Prestations de service	IG	37,53	37,46
81318	MY BO BUN HOLDING	FRANCE	793031733	Société Holding	IP	50,00	50,00
81320	FONCIERE WILSON	FRANCE	802601815	Société Holding	IG	76,63	76,63
81508	OREDIS	FRANCE	433779667	Société Holding	IG	73,99	73,99
81612	PIN UP	FRANCE	307046730	Prestations de service	IG	39,39	39,33
81904	L'EGLISE WILSON	FRANCE	504328253	Marchand de biens	IG	95,00	95,00
81938	PRESSENSE WILSON	FRANCE	515307130	Gestion immobilière	IG	69,16	69,16
82302	VENTE-PRIVEE.COM	FRANCE	434317293	Achat et vente produits	IG	37,53	37,46
82309	VENTE-PRIVEE.COM IP	LUXEMBOURG		Gestion d'actifs	IG	37,53	37,46
82319	VENTE-PRIVEE.COM Holding	LUXEMBOURG		Société Holding	IG	37,53	37,46
82320	VENTE-PRIVEE.COM Ltd	ANGLETERRE		Achat et vente produits	IG	37,53	37,46
82323	VENTE-PRIVEE.COM DEUTSCHLAND GmbH	ALLEMAGNE		Achat et vente produits	IG	37,53	37,46
82331	VPF INTERNATIONAL	LUXEMBOURG		Société Holding	IG	37,53	37,46
82332	VEEPPEE NORTHERN EUROPE	BELGIQUE		Achat et vente produits	IG	37,53	37,46
83501	WILSON GREG	FRANCE	812370054	Marchand de biens	IG	50,02	50,02
83502	WILSON CORSO COMO	ITALIE		Administration d'immeubles et autres biens immobiliers	IG	37,53	37,46
83504	LA BERGERIE	FRANCE	817577281	Gestion immobilière	IG	51,00	51,00
83505	LA GRANGE	FRANCE	817779267	Gestion immobilière	IG	51,00	51,00
83508	SC LOUVIGNY-WILSON	LUXEMBOURG		Société de moyens	IG	54,26	54,24
83517	VEEPPEE NORDICS APS	DANEMARK		Achat et vente produits	IG	37,53	37,46
83519	EBOUTIC	SUISSE		Achat et vente produits	IG	37,53	37,46
83522	ADOTMOB	FRANCE	801111659	Achat et vente produits	IG	36,20	35,56
83524	VENTE-PRIVEE.COM IT BV	PAYS BAS		Société Holding	IG	37,53	37,46
83531	VENTE PRIVEE.COM IT POLAND	POLOGNE		Prestations de service	IG	37,53	37,46
83539	VP IT ISRAEL	ISRAEL		Conseil en systèmes et logiciels informatiques	IG	37,53	37,46
83542	REPMO WILSON	FRANCE	853391720	Gestion immobilière	IG	100,00	100,00
83545	PRIVALIA VENTA DIRECTA ESPAGNE	ESPAGNE		Achat et vente produits	IG	37,53	37,46
83546	PRIVALIA PINK AND PACK	ESPAGNE		Prestations de service	IG	37,53	37,46
83547	PRIVALIA SERVICIOS DE INFORMACAO	BRESIL		Prestations de service	IG	37,53	36,81
83550	PRIVALIA VENDITA DIRETTA	ITALIE		Achat et vente produits	IG	37,53	37,46
83555	VEEPPEE STORE	FRANCE	907937387	Achat et vente produits	IG	39,39	39,33
83556	SNC LA PLAGE	FRANCE	908230840	Gestion immobilière	IG	50,00	50,00
83557	LE CAFE DES ARTS	FRANCE	910183128	Acquisition et exploitation de fonds de commerce	ME	24,50	24,50

XIII) Informations concernant le bilan consolidé

A) Immobilisations incorporelles et corporelles

Var. immobilisations corporelles et incorporelles	2 023	2 022	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre et autres variations
Frais de recherche et développement	54 140	54 140				
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences	48 998 030	48 958 654	16 199	(30 870)	54 010	35
Autres immobilisations incorporelles	596 504 735	538 314 213	49 592 384	(5 355 580)	187 151	13 766 568
Immobilisations incorporelles en cours	10 081 265	14 844 923	10 145 306	(423 084)		(14 485 881)
Ecart d'acquisition	697 430 507	694 476 467				2 954 040
Immobilisations incorporelles	1 353 068 676	1 296 648 397	59 753 889	(5 809 534)	241 161	2 234 763
Terrains	30 563 157	29 603 125				960 032
Agencements et aménagements de terrains	1 947 718	1 947 718				
Constructions	155 641 591	152 861 204	89 678	(10 944)		2 701 653
Constructions sur sol d'autrui	438 127	438 126				
Installations techniques, matériel & outillage	70 597 783	69 710 190	627 875	(170 106)	73 172	356 652
Autres immobilisations corporelles	202 577 006	196 462 009	8 441 588	(4 842 131)	225 177	2 290 363
Matériel de transport	629 423	52 936	610 977			(34 490)
Immobilisations corporelles en cours	66 282 054	60 498 682	12 237 392	(24 049)		(6 429 973)
Avances et acomptes s/immo. corp.	120 516	65 486	100 516			(45 486)
Immobilisations corporelles	528 797 374	511 639 476	22 108 026	(5 047 230)	298 348	(201 248)
Immobilisations corporelles et incorporelles	1 881 866 050	1 808 287 873	81 861 914	(10 856 763)	539 509	2 033 514

Variation des amortissements	2 023	2 022	Dotation	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variation de périmètre et autres variations
Amortissements des frais de recherche et développement	(54 140)	(54 140)				
Amortissements concessions, brevets & droits similaires	(703 769)	(478 042)	(225 481)	30 870	(31 115)	(2)
Amortissements des autres immos incorp.	(495 181 825)	(439 310 254)	(59 756 955)	3 270 207	(125 195)	740 372
Amortissements des écarts d'acquisition	(65 879 794)	(65 879 794)				
Amortissements des immobilisations incorporelles	(561 819 528)	(505 722 230)	(59 982 436)	3 301 077	(156 310)	740 370
Amort. sur agencements et aménagements de terrains	(647 513)	(548 169)	(99 344)			
Amortissements des constructions	(55 345 430)	(50 640 272)	(4 710 587)	5 429		
Amortissements des constructions sur sol d'autrui	(111 169)	(86 824)	(24 345)			
Amortissements install tech. matériel & outill.	(58 701 183)	(53 837 941)	(4 949 609)	143 383	(57 116)	100
Amortissements des autres immobilisations corp.	(110 812 512)	(105 033 910)	(9 361 805)	3 517 193	(75 080)	141 092
Amortissements des immobilisations corporelles	(225 617 807)	(210 147 116)	(19 145 690)	3 666 005	(132 197)	141 192
Amortissements sur actif immobilisé	(787 437 335)	(715 869 345)	(79 128 126)	6 967 081	(288 507)	881 562

Immobilisations incorporelles

Les frais d'établissement sont considérés comme des actifs fictifs et retraités en conséquence.

Les fonds de commerce apparaissant dans les comptes individuels sont retraités ou annulés dans les comptes consolidés.

Le coût initial d'acquisition des marques ne fait pas l'objet d'un amortissement particulier dans les comptes consolidés.

Les frais de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes relatifs à l'acquisition d'immobilisations ou autres éléments d'actifs sont systématiquement inscrits à l'actif.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à la valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

- Particularités des postes « Site internet » et « Logiciels créés en interne »

Rappel : Dans le cadre des nouvelles normes comptables françaises et de leur convergence vers les normes IFRS, un projet, pour faire l'objet d'une activation, doit répondre aux six critères suivants :

- Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle,
- Intention d'achèvement et d'utilisation de l'immobilisation,
- Capacité d'utilisation ou de vente de l'immobilisation,
- Disponibilité des ressources financières et techniques permettant de mener le projet de développement à son terme,
- Probabilité que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise,
- Possibilité d'évaluer de façon fiable le coût de cet actif.

Les sites Internet www.veepee.com, les sites liés à Privalia et les logiciels créés en interne répondent à la définition d'un actif. Ils permettent d'enregistrer et de traiter les commandes en provenance des membres (clients). Les fonctionnalités et les capacités des sites ou des logiciels créés en interne sont régulièrement améliorées.

Les différentes dépenses liées aux développements du site Internet et des logiciels utilisés en interne comprennent des salaires et les charges sociales y afférents ainsi que des dépenses de sous-traitance et des honoraires d'intervenants extérieurs.

La plupart de ces dépenses sont nécessaires à la croissance de la société et sont porteuses d'avantages économiques futurs. En effet, elles contribuent à l'augmentation des capacités du site en termes de trafic, de productivité et donc d'accroissement potentiel du chiffre d'affaires. De plus, elles participent au développement, à la création, à l'augmentation de la valeur du site Internet ou à l'amélioration des performances de tout ou partie du système d'information du groupe.

Les règles de répartition de ces dépenses entre activation en immobilisations ou inscription en charges ont été déterminées grâce à la mise en place d'une codification analytique par projet.

Ainsi, sont imputables en charges :

- Les opérations relatives aux opérations de maintenance,
- Les prestations récurrentes,
- Les prestations de consultants extérieurs dont la mission ne comprend pas de volet de réalisation ou de mise en œuvre.

Sont donc imputables en immobilisations toutes les dépenses engagées dans le but de développer, créer, augmenter la valeur du site Internet ou de quelque partie du système d'information du groupe.

Un outil de gestion des temps a été mis en place afin d'imputer les temps passés en interne.

Toutes les dépenses affectables à un ou plusieurs projets sont donc désormais imputées par projet. Seules les dépenses engagées au cours de la phase projet sont activables. Cette phase est limitée par des procès-verbaux de mise en production et de mise en service.

En 2023, la méthode l'amortissement fiscal a été maintenue pour les logiciels internes, les logiciels et le site internet.

▪ Particularités du poste « Marques »

Une marque a une durée de vie indéfinie du fait de l'absence de limite prévisible à la période pendant laquelle l'actif est censé générer des flux de trésorerie nets.

Seules les marques acquises figurent à l'actif et en particulier la marque « Privalia ». Leur estimation est fonction de leur notoriété sur le marché et repose sur une méthode basée sur les redevances. Cette approche consiste à déterminer la valeur de la marque sur la base des revenus futurs des redevances perçues dans l'hypothèse où la marque serait exploitée sous forme de licence par un tiers.

Ces marques, qui sont juridiquement protégées, ne sont pas amorties mais soumises à des tests de dépréciation.

▪ Particularités du poste « Bases membres »

Seules les bases membres de société acquises figurent à l'actif. L'analyse statistique de la cohorte des membres doit démontrer un taux d'attrition permettant d'estimer les ventes futures réalisées avec les membres existants.

Les principales modalités d'amortissement concernant les immobilisations incorporelles sont les suivantes :

Poste comptable	Amortissement économique
Noms de domaine	Linéaire sur 1 à 2 ans
Logiciels	Linéaire sur 3 ans
Site Internet	Linéaire sur 3 ans
Logiciels internes	Linéaire sur 3 ans
Marques	Non amorties
Base membres	Linéaire sur 8 à 15 ans

Immobilisations incorporelles en cours

Elles concernent des projets qui seront mis en service au cours des exercices suivants.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

• Particularités du poste « Pièces de rechange »

Conformément à l'article 321-14.3 du PCG, la société VENTE PRIVEE LOGISTIQUE a comptabilisé en immobilisations au poste « Pièces de rechange » :

- Les éléments spécifiques ne pouvant être utilisés qu'avec une immobilisation (pièces de rechange, pièces de sécurité et matériel d'entretien) ;
- Les pièces de rechange principales qu'elle compte utiliser sur une durée supérieure à 12 mois.

Les éléments spécifiques ne pouvant être utilisés qu'avec une immobilisation ont été amortis dès leur acquisition sur la durée de l'immobilisation à laquelle ils sont rattachés.

Comme le préconise le comité d'urgence du CNC n°2005-D du 1^{er} juin 2005 (§2.2), les pièces de rechange principales immobilisées sont destinées à remplacer ou à être intégrées à un composant de l'immobilisation principale. Leur remplacement est donc planifié.

En conséquence, elles ne sont amorties qu'à compter du remplacement effectif de la pièce (lors de son montage), selon les mêmes modalités (durée et mode) que celles du composant lié. En effet, les avantages économiques liés à cet actif ne seront obtenus qu'à partir de l'utilisation effective de la pièce, après le remplacement de la pièce d'origine.

Par simplification, seuls les éléments spécifiques et les pièces de rechange principales dont la valeur unitaire est significative sont comptabilisées en immobilisations.

Par conséquent et conformément à l'article 321-14.3 du PCG, les autres pièces de rechange ont été comptabilisées en stocks au poste « Pièces de rechange », que leur utilisation soit immédiate ou différée et quel que soit le rythme de consommation.

Les principales modalités d'amortissement des immobilisations corporelles sont les suivantes :

Poste comptable	Amortissement économique
Construction	Linéaire sur 10 à 40 ans
Matériel et outillage	Linéaire sur 5 à 10 ans
Installations générales	Linéaire sur 10 ans
Matériel informatique	Linéaire sur 3 ans
Matériel de studio	Linéaire sur 3 ans
Mobilier de bureau	Linéaire sur 10 ans

Immobilisations corporelles en cours

Ces en-cours passent de 60 492 K€ à 66 282 K€ en 2023, et comprennent notamment des ensembles immobiliers pour un montant total de 61 673 K€.

Immobilisations en crédit-bail et en location-financement

Les crédits-baux immobiliers et mobiliers, les locations financement significatives portant sur le matériel et outillage ainsi que sur le matériel de bureaux et informatique sont inscrits à l'actif et amortis sur la durée de vie prévue de cet actif. Les dotations aux amortissements des actifs acquis en crédit-bail ou en location financement sont comprises dans les dotations aux amortissements des immobilisations. La contrepartie de ces acquisitions est portée en "emprunts et dettes financières".

Le règlement ANC 2014-03 sur les amortissements a été appliqué sur les biens acquis en crédit-bail lorsque leur montant et leur durée restante étaient significatifs.

L'incidence de ces retraitements sur « l'actif immobilisé » consolidé peut être résumée ainsi :

(en K.€.)	Terrains & Constructions	Autres Immo.	Total
Valeurs Brutes	3 354	6 072	9 426
Amortissements	-1 757	-4 099	-5 857
Total exercice 2022	1 597	1 973	3 569
Valeurs Brutes	3 354	5 131	8 485
Amortissements	-1 826	-4 109	-5 935
Total exercice 2023	1 528	1 021	2 550

B) Variation des immobilisations financières et titres mis en équivalence

Actifs financiers	2 023	2 022	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Variat. situation nette MEE	Ecart de conversion	Variations de périmètre et autres variations
Titres de participation	11 781 270	12 236 471	1 451 266			0	(1 906 467)
Titres immobilisés	601 193	614 762	35 712	(303 549)			254 268
Titres immobilisés de l'activité du portefeuille	45 676 935	46 450 398	3 848 323	(1 780 597)			(2 841 189)
Prêts	50 558	79 261	2 500	(31 203)			
Dépôts et cautionnements versés	17 383 346	15 928 773	1 625 019	(815 971)		645 524	
Autres créances immobilisées	13 325 748	12 240 969	1 516 473	(430 973)			(720)
Immobilisations financières	88 819 051	87 550 634	8 479 294	(3 362 292)		645 524	(4 494 108)
Titres mis en équivalence	45 490	148 959			(332 603)	8 778	220 356
Actifs financiers	88 864 541	87 699 593	8 479 294	(3 362 292)	(332 603)	654 302	(4 273 753)

Détail des titres de participation et des titres immobilisés de l'activité de portefeuille

Titres de participation	Montant brut	Dépréciation	Montant net
SAS TRAVEL AND MORE	11 779 769	5 900 000	5 879 769
Autres titres	1 500	1 500	0
Total	11 781 269	5 901 500	5 879 769

Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	Montant brut	Dépréciation	Montant net
Titres DEVIALET	10 775 077		10 775 077
Titres SUMMIT GROWTH EQUITY FUND II	5 198 722		5 198 722
Titres SUMMIT PARTNERS CREDIT OFF FUND II	4 377 859		4 377 859
Titres SUMMIT PARTNERS GE IX LP	3 337 579		3 337 579
Titres SUMMIT PARTNERS GE FUND X-B	2 947 174		2 947 174
Titres SUMMIT PARTNERS CREDIT OFF FUND III	1 760 423		1 760 423
Titres LA MAISON CHINESE OPPORTUNITIES	1 600 000		1 600 000
Titres SUMMIT PARTNERS	947 261		947 261
Titres LEVEL UP I	945 000		945 000
Titres EMERIGE SPNA MORLAND	742 560	681 448	61 112
Titres LA MAISON ITF 2	714 373	304 064	410 309
Titres LA MAISON ITF	701 000		701 000
Titres L'ATELIER NYC LLC	488 400	488 400	0
Titres UBQ MATERIALS LTD	467 393		467 393
Titres DAPHNI YELLOW FUNDS	450 000		450 000
Titres OPENWEB TECHNOLOGIES	411 393		411 393
Titres FELIX CAPITAL FUND I LP	406 338		406 338
Titres BIRD OFFICE	395 766		395 766
Titres SPARKLABS GLOBAL VENTURES	369 686		369 686
Titres DAY USE	360 010		360 010
Titres LA MAISON	360 000		360 000
Titres MI FRENCH STAR	359 137		359 137
Titres TRUST BK	333 485		333 485
Titres RETAIL RELOAD	300 657		300 657
Autres titres	6 927 641	2 080 985	4 846 656
Total	45 676 935	3 554 897	42 122 038

C) Variations des provisions sur immobilisations

Dépréciations sur actifs immobilisés	2 023	2 022	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre et autres variations
Dépréciations concessions, brevets et droits similaires	(100)	(100)				
Dépréciations sur écarts d'acquisition	(2 545 034)	(2 545 034)				
Dépréciations des immobilisations incorporelles	(2 545 134)	(2 545 134)				
Dépréciations sur installations techniques	(28 764)	(28 764)				
Dépréciations sur autres immo. corporelles	(28 209)	(28 209)				
Dépréciations des immobilisations corp. en cours		(6 476)		6 476		
Dépréciations avances et acomptes s/imm. corp.	(20 000)	(20 000)				
Dépréciations des immobilisations corporelles	(76 974)	(83 450)		6 476		
Dépréciations sur titres de participation	(5 901 500)	(6 129 518)		138 012		90 006
Dépréciations sur titres immobilisés	(6 250)		(6 250)	40 000		(40 000)
Dépréciations des titres immo. de l'activité du portefeuille	(3 554 897)	(2 866 654)	(741 111)	102 873		(50 006)
Dépréciations sur prêts	(6 667)	(23 333)	(6 667)	23 333		
Dépréciations sur dépôts et cautionnements	(3 267)		(3 267)			
Dépréciations sur autres créances immobilisées	(5 242)	(5 242)				
Dépréciations sur immobilisations financières	(9 477 823)	(9 024 747)	(757 294)	304 218		
Dépréciations sur actif immobilisé	(12 099 931)	(11 653 331)	(757 294)	310 694		

La valeur brute des titres de participations ainsi que des autres titres immobilisés est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'usage est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.



D) Variation du bas de bilan actif

Bilan actif par flux	2 023	2 022	Variation du bas de bilan	Variation des placements à court terme	Variation de la trésorerie	Variation des créances sur cessions d'actif	Variation des impôts différés	Ecart de conversion	Variations de périmètre et autres variations
Stocks et en-cours	247 259 318	252 517 536	(7 327 971)					2 069 753	
Stocks M, fournitures et aut. Approvisionnements	588 274	614 796	(26 522)						
Produits intermédiaires finis	144 609	165 848	(21 239)						
Stocks de marchandises	246 526 435	251 736 892	(7 280 210)					2 069 753	
Clients et comptes rattachés	56 609 957	50 240 819	1 439 889					485 338	4 443 912
Clients et comptes rattachés	56 609 957	50 240 819	1 439 889					485 338	4 443 912
Autres créances et comptes de régularisation	221 575 840	226 671 648	(329 672)			(202 330)	6 293 999	837 932	(11 695 736)
Avances et acomptes versés sur commandes	6 226 268	9 806 714	(3 630 791)					50 345	
Créances sur personnel & org. Sociaux	1 397 626	2 245 313	(862 314)					14 627	(0)
Créances fiscales hors IS	75 760 265	74 264 578	3 451 051					1 166 400	(3 121 764)
Etat, Impôt sur les bénéfices	12 448 412	14 116 542	(1 700 759)					32 629	
Impôts différés - actif	19 562 628	14 474 742					6 293 999	1 086	(1 207 198)
Créances sur cessions d'actifs	350 879	553 210				(202 330)			
Autres créances	102 554 450	105 474 432	4 884 100					(28 361)	(7 775 722)
Produits à recev.		29 210	(28 785)					(425)	
Charges constatées d'avance	3 275 306	5 706 908	(2 442 174)					10 572	
Valeurs mobilières de placement	35 013 576	31 815 586		3 197 991					
VMP - Autres placements	34 807 135	31 656 796		3 150 339					
Intérêts courus non échus s/ VMP	206 441	158 790		47 651					
Disponibilités	138 775 788	151 610 677			(12 767 649)			208 520	(275 760)
Disponibilités	138 280 091	151 496 119			(13 148 787)			208 520	(275 760)
Intérêts courus non échus s/ dispo.	495 697	114 558			381 139				
Actif circulant	699 234 479	712 856 266	(6 217 754)	3 197 991	(12 767 649)	(202 330)	6 293 999	3 601 542	(7 527 584)

Les stocks sont évalués au prix d'achat, remises et escomptes obtenus déduits.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Quand la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus est supérieure à la valeur de réalisation, une provision pour dépréciation des stocks est constituée pour la différence. La valeur de réalisation est déterminée en fonction d'un taux de décote qui est apprécié chaque année en fonction de la qualité des retours et de la juste appréciation de leur valeur sur le marché de gros.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les valeurs mobilières de placement sont essentiellement constituées d'actions cotées. La valeur brute des valeurs mobilières de placement est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

E) Variations des provisions du bas de bilan actif

Variation des provisions de bas de bilan actif	2 023	2 022	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variation de périmètre et autres variations
Stocks et en-cours	(21 728 543)	(24 892 325)	(18 815 572)	22 105 569	(126 215)	
Dépréciations s/ stocks - marchandises	(21 728 543)	(24 892 325)	(18 815 572)	22 105 569	(126 215)	
Clients et comptes rattachés	(3 068 756)	(2 623 168)	(1 656 177)	1 003 554		207 036
Dépr. clients et comptes rattachés - courant	(3 068 756)	(2 623 168)	(1 656 177)	1 003 554		207 036
Autres créances et comptes de régularisation	(80 290 909)	(80 663 209)	(2 765 925)	3 138 225		0
Dépr. autres créances - courant	(80 290 909)	(80 663 209)	(2 765 925)	3 138 225		0
Valeurs mobilières de placement	(3 911 793)	(4 710 199)	(486 759)	1 285 165		
Dépréciations sur VMP - Autres placements	(3 911 793)	(4 710 199)	(486 759)	1 285 165		
Actif circulant	(109 000 000)	(112 888 901)	(23 724 433)	27 532 513	(126 215)	207 036

F) Ventilation des actifs d'impôt différé

Ventilation des actifs d'impôt différé	2023
Reports fiscaux déficitaires	2 143 011
Différences temporaires	17 419 617
Total impôt différé	19 562 628

Le montant des impôts différés actifs non-inscrits à l'actif du bilan consolidé s'élève à 28 690 K€.

G) Echancier des créances

Echéancier des créances	2 023	< 1 an	1 an < 5 ans	> 5 ans
Prêts	50 558	50 558		
Dépôts et cautionnements versés	17 383 346	2 546 396	14 830 382	6 568
Autres créances immobilisées	13 325 748	13 325 748		
Créances - Actif immobilisé	30 759 652	15 922 703	14 830 382	6 568
Avances et acomptes versés sur commandes	6 226 268	6 226 268		
Clients et comptes rattachés	56 609 957	56 609 957		
Créances sur personnel & org. Sociaux	1 397 626	1 397 626		
Créances fiscales hors IS	75 760 265	75 753 965		
Impôts différés - actif	19 562 628	19 562 628		
Etat, Impôt sur les bénéfices	12 448 412	12 448 412		
Créances sur cessions d'actifs	350 879	350 879		
Autres créances	102 554 450	81 240 640		
Créances - Actif circulant	274 910 485	253 590 375		

H) Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Variation des capitaux propres consolidés	Part du groupe					Part hors groupe
	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Résultat net (Part du groupe)	Capitaux propres (Part du groupe)	Intérêts minoritaires
Au 31 décembre 2021	504 994	9 956 711	404 479 281	66 350 197	481 291 183	316 878 237
Affectation du résultat N-1			66 350 197	(66 350 197)		(26 569 373)
Distribution/ brut versé			(13 081 898)		(13 081 898)	(2 629 890)
Var. de capital en numéraire et souscrip				1 348 664	1 348 664	(22 287 571)
Résultat			(54 494)		(54 494)	(73 750)
Autres augment. dimin.			(43 754)		(43 754)	(73 038)
Reclass. chgt de méthode			664 968		664 968	1 146 336
Ecart de conversion/effet de change			2 469 297		2 469 298	(4 087 885)
Autres variations de périmètre						
Au 31 décembre 2022	504 994	9 956 711	460 783 598	1 348 664	472 593 967	262 303 066
Affectation du résultat N-1			1 348 664	(1 348 664)		(17 751 048)
Distribution/ brut versé			(13 356 294)		(13 356 294)	(1 683 1)
Var. de capital en numéraire et souscrip	1	1 682		35 035 645	35 035 645	49 199 027
Résultat			(944 536)		(944 536)	(1 444 602)
Autres augment. Dimin.						199 920
Reclass. Chgt de méthode			683 573		683 573	1 138 040
Ecart de conversion/effet de change						(564 312)
Autres variations de périmètre						
Au 31 Décembre 2023	504 995	9 958 393	448 515 004	35 035 645	494 014 038	293 080 092

I) Paiements fondés sur des actions & BSA

Plans d'attribution :

VENTE-PRIVEE.COM - LTI 2020 :

Lors de l'Assemblée générale extraordinaire du 17 décembre 2020, les actionnaires ont approuvé la modification du plan d'attribution d'actions gratuites mis en place en 2016 et modifié en 2018 ainsi qu'en 2019, le renommant ainsi « LTI Plan 2020 ». Les principales modifications relatives à ce plan concernent les modalités d'acquisition (3 tranches), la modification en actions de préférence rachetables (ADPR) et l'élargissement du nombre de salariés susceptibles de bénéficier de ce plan. Dans le cadre de la modification des plans 2016 et 2018, seuls deux salariés du Groupe postérieurement au 17 décembre 2020 ont souhaité conserver leurs droits dans le plan au titre de la tranche 1 et 2, représentant 25 020 actions. Ces actions ont été définitivement attribuées et émises au cours de l'exercice 2021.

Au cours de la période, 68 622 actions sont rachetées aux salariés conformément aux modalités du plan LTI 2020. Sur le premier semestre 2023, 40 000 actions ADPR sont émises par décision du Président. Il reste 20 000 ADPR en cours d'acquisition sur un total de 814 933 actions ADPR du plan LTI 2020.

VENTE-PRIVEE.COM - Nouveau plan d'actions gratuites LTI 2023-2025 :

L'assemblée extraordinaire du 25 octobre 2023 autorise le conseil d'administration d'attribuer en une ou plusieurs fois 880 000 actions ADPR.

Ces 880 000 ADPR se divisent en deux catégories et pourront représenter au maximum :

- 560 449 ADPR A avec des critères de performance (EBITDA), de convergence et de présence ;
- 319 551 ADPR B avec des critères de performance à atteindre cumulativement de 2023 à 2025 et des conditions de présence ;

Le conseil d'administration du 25 octobre 2023 a décidé d'attribuer pour l'exercice 2023 les ADPR suivantes :

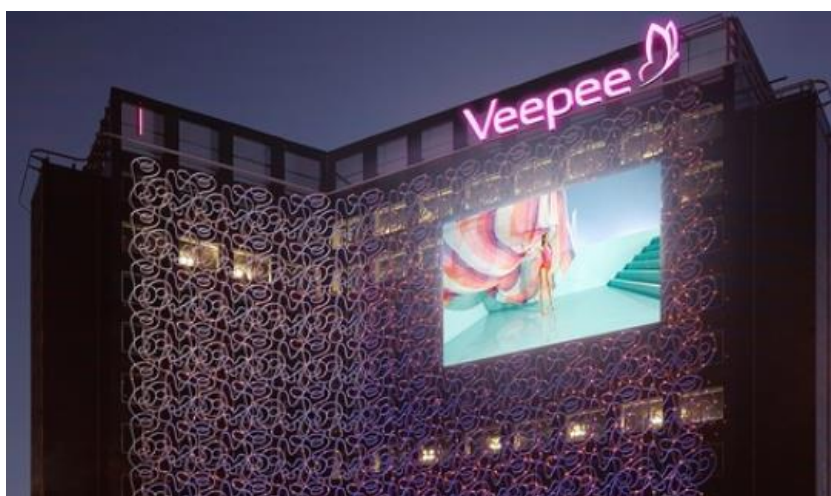
- 162 143 ADPR A2023 qui seront acquises en 2026 selon les modalités du plan ;
- 319 551 ADPR B2023 qui seront acquises en 2029 selon les modalités du plan ;

Aux vues des modalités d'acquisition des ADPR A2023 et ADPR B2023n seules 50% des ADPR A2023 répondant aux critères de convergence fixés dans le plan sont acquises.

PRIVALIA BRASIL :

Un plan spécifique à la société PRIVALIA BRASIL est mis en place le 19 septembre 2023. Cet equity plan d'une durée de 5 ans attribue 9 647 240 actions de la société PRIVALIA BRASIL à 8 salariés.

La période d'acquisition est prévue entre 2023 à 2028.



J) Variation des provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges s'élèvent à 22 172 K€ au 31 décembre 2023 contre 17 785 K€ en 2022. Le détail des provisions se présente comme suit :

Variation des provisions	2 023	2 022	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre et autres variations
Provisions pour risques	5 740 432	3 828 476	4 885 527	(1 866 625)	10 044	(1 116 990)
Autres provisions pour risques	5 740 432	3 828 476	4 885 527	(1 866 625)	10 044	(1 116 990)
Provisions pour charges	16 431 943	13 956 588	10 212 145	(7 732 080)	73 924	(78 635)
Provisions pour pensions et retraites	6 430 976	5 621 833	1 646 090	(836 948)		
Autres provisions pour charges	10 000 967	8 334 754	8 566 055	(6 895 132)	73 924	(78 635)
Ecart d'acquisition passif						
Ecart d'acquisition - passif	1 763 976	1 763 976				
Reprise - écart d'acquisition - passif	(1 763 976)	(1 763 976)				
Provisions	22 172 375	17 785 064	15 097 672	(9 598 705)	83 968	(1 195 625)

Provisions pour risques

Les provisions pour risques sont constituées essentiellement :

- de provisions pour risques sociaux et restructuration (4.5 M€) concernant principalement VENTE-PRIVEE.COM et VEEPEE NORTHERN EUROPE.

- de litiges commerciaux correspondant à des différends avec des fournisseurs pour la société VENTE-PRIVEE LOGISTIQUE (0.3 M€) et PRIVAIA SERVICIOS DE INFORMACAO (0.9 M€).

- Courant 2016, le groupe a fait l'objet d'un contrôle de la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (DGCCRF) portant sur les prix référents indiqués sur le site internet de la société VP.COM. Les conclusions de ce contrôle ont été communiquées début 2019 au Tribunal Correctionnel de Bobigny par la DGCCRF. Une procédure a été ainsi engagée à l'encontre du groupe sans effet depuis l'année 2019. Après délibéré en mai 2022, le tribunal a relaxé la société et mis fin à toute poursuite. La DGCCRF a fait appel de cette décision.

- Le 20 juillet 2023, la Guardia di Finanza (GDF) a ouvert un contrôle fiscal sur les impôts directs de l'entité VENTE-PRIVEE.COM suspectant l'existence d'un établissement stable non déclaré en Italie pour la période 2017 à 2020 (étendu par la suite à 2016).

Des premiers éléments de réponse ont été fournis par VENTE-PRIVEE.COM à la GDF afin d'expliquer le business modèle pour la période auditée. En particulier, il a été rappelé :

- Le rôle central de la France dans les fonctions exercées, les biens (incorporels) utilisés, les risques supportés pour les ventes en Italie et ;
- Les rémunérations payées à la filiale italienne PRIVAIA pour les fonctions exercées en Italie, détaillées dans la documentation de prix de transfert revue par la GDF.

La GDF a émis son rapport définitif (PVC) le 30 janvier 2024. Ce PVC, qui ne constitue pas un redressement de la société, a été transmis au début du mois de février à l'administration fiscale italienne pour instruction (tax agency).

A date et en tout état de cause, VENTE-PRIVEE.COM SA souhaite poursuivre les discussions en fournissant des preuves supplémentaires démontrant le rôle déterminant de la France dans le business en Italie et visant à démontrer l'absence d'établissement stable en Italie pour les années contrôlées.

Provisions pour charges

Les provisions pour charges sont constituées de :

Libellé	Montant
Provision retraite	6 430 976 €
Provision pour retours (VP)	8 031 990 €
Autres provisions	1 968 977 €
Total	16 431 943 €

Les autres provisions comprennent une provision pour charges auprès des organismes sociaux et fiscaux concernant essentiellement la société PRIVALIA BRESIL. Suite à un contrôle des cotisations sociales de la société PRIVALIA SERVICIOS DE INFORMACAO, une notification de l'administration a été adressée à la société pour un montant de 1.5 M€. La totalité de la notification est provisionnée à la clôture de l'exercice.

Départ à la retraite

Selon les recommandations de l'ANC n°2013-02 du 7 novembre 2013 telle que modifiée le 5 novembre 2021, la méthode d'évaluation retenue est la méthode actuarielle des unités de crédit projetées. Cette méthode consiste à déterminer la valeur des prestations futures probables et actualisées de chaque salarié au moment du versement de la prestation. Cette valeur est qualifiée de Valeur Actuarielle des Prestations Futures (VAPF).

Les engagements correspondants ont été comptabilisés intégralement sous la forme d'une provision. L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés en fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

K) Engagements hors-bilan

Engagements donnés

	Total
Avals et cautionnements	25 000
Autres engagements	14 297 564
Total	14 322 564

Engagements reçus

	Total
Avals et cautionnements	0
Autres engagements	0
Total	0

Sur cet exercice, le groupe n'a reçu aucun engagement hors bilan.

L) Variation des dettes financières et de la trésorerie passive

Variation des dettes financières	2023	2022	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre et autres variations
Emprunts auprès établis. de crédit	348 999 525	380 005 172	53 417 241	(84 422 887)		
Dépôts et cautionnements reçus	1 004	1 065			(61)	
Autres emprunts et dettes assimilées	6 238 964	5 313 415	19 985 690	(19 060 141)	0	0
Intérêts courus sur emprunts	1 520 870	1 730 943	1 520 870	(1 730 943)		
Concours bancaires (trésorerie passive)	500 607	289 047				211 560
Concours bancaires (dettes)	191 146	57 395				133 751
Dettes financières	357 452 116	387 397 037	74 923 800	(105 213 971)	(61)	345 311

Le montant des dettes garanties par des sûretés réelles s'élève à 50 863 K€.

M) Variation du bas de bilan passif

Variation du bas de bilan passif	2 023	2 022	Variation du bas de bilan	Variation des dettes sur acq d'actifs	Variation des impôts différés	Ecart de conversion	Variations de périmètre et autres variations
Fournisseurs et comptes rattachés	356 067 257	376 803 944	(27 113 748)			1 713 163	4 663 898
Dettes fournisseurs	356 067 257	376 803 944	(27 113 748)			1 713 163	4 663 898
Autres dettes et comptes de régularisation	238 641 929	251 549 080	(4 860 093)	(3 245 908)	3 758 973	1 571 499	(10 131 621)
Avances, acomptes reçus sur commandes	7 639 125	52 658 501	(45 011 145)			247 489	(255 721)
Dettes sociales	54 679 157	55 060 570	(416 164)			132 514	(97 762)
Dettes fiscales (hors IS)	42 260 829	46 540 741	(4 915 540)			635 628	0
Impôts différés - passif	41 604 671	39 728 577			3 758 973	321	(1 883 201)
Etat - impôts sur les bénéfices	14 007 308	14 279 051	(801 660)			350 311	179 605
Dettes s/ acquis. d'actifs	3 165 815	6 411 724		(3 245 908)			
Autres dettes	19 797 444	18 566 842	9 099 909			205 236	(8 074 542)
Charges à payer		10 000	(10 000)				
Produits constatés d'avance	55 487 580	18 293 074	37 194 506				
Total	594 709 186	628 353 024	(31 973 841)	(3 245 908)	3 758 973	3 284 662	(5 467 723)

N) Ventilation des passifs d'impôt différé

Les dettes d'impôts différés au 31 décembre 2023 d'un montant de 41 605 K€ sont décomposées de la manière suivante :

Ventilation des passifs d'impôt différé	2023
Reports fiscaux déficitaires	0
Différences temporaires	41 604 671
Total impôt différé	41 604 671

O) Echancier des dettes

Echéancier des dettes	2 023	< 1 an	1 an < 5 ans	> 5 ans
Emprunts auprès établis. de crédits	348 999 525	78 694 429	194 792 323	75 512 773
Dépôts et cautionnements reçus	1 004	1 004		
Autres emprunts et dettes assimilées	6 238 964	5 880 259	358 705	
Intérêts courus sur emprunts	1 520 870	1 520 870		
Concours bancaires (trésorerie passive)	500 607	500 607		
Concours bancaires (dettes)	191 146	191 146		
Dettes financières	357 452 116	86 788 315	195 151 028	75 512 773
Dettes fournisseurs	356 067 257	356 067 068		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	356 067 257	356 067 068		
Avances, acomptes reçus sur commandes	7 639 125	7 639 125		
Dettes sociales	54 679 157	54 679 157		
Dettes fiscales (hors IS)	42 260 829	42 260 829		
Impôts différés - passif	41 604 671	41 604 671		
Etat - impôts sur les bénéfices	14 007 308	14 007 308		
Dettes s/ acquis. d'actifs	3 165 815	3 165 815		
Autres dettes	19 797 444	19 797 444		
Produits constatés d'avance	55 487 580	55 487 580		
Autres dettes et comptes de régularisation	238 641 929	238 641 929		



XIV) Informations concernant le compte de résultat

A) Ventilation du chiffre d'affaires

Libellé	Exercice 2023	Exercice 2022
Chiffre d'affaires Négoce:		
- France	870 198 829	881 942 921
- International	823 259 401	756 695 311
Chiffre d'affaires Total Négoce	1 693 458 230	1 638 638 231
Chiffre d'affaires Prestations de services:		
- France	183 698 469	176 623 833
- International	88 437 308	89 497 486
Chiffre d'affaires Total Prestations de Services	272 135 777	266 121 319
Chiffre d'affaires Total	1 965 594 008	1 904 759 550

B) Rémunération des commissaires aux comptes

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, les honoraires des Commissaires aux comptes et des membres de leur réseau pris en charge par le groupe se détaillent comme suit :

Honoraires CAC (en M d'€)	Exercice 2023	Exercice 2022
KPMG	1,2	1
TETRA AUDIT	0,4	0,5
Autres	0,3	0,2
Total	1,9	1,7

C) Impôts sur les résultats

La méthode de fiscalisation retenue correspond au "Report variable d'impôt", avec pour principe le rattachement des charges et des produits aux exercices concernés.

Toutes les différences entre le résultat consolidé et fiscal, susceptibles de se manifester à l'avenir, et qui résultent d'opérations déjà réalisées, sont constatées :

- Le calcul et l'enregistrement des corrections d'impôt sur les bénéfices, s'effectuent au taux en vigueur à la date des modifications,
- L'incidence de la variation des taux d'imposition est prise en compte au cours de l'exercice de variation.

L'incidence de la fiscalisation des retraitements est globalisée au niveau de chaque société. Elle figure sous des rubriques particulières de l'actif et du passif.

Le calcul de l'impôt différé de toutes les sociétés prend en compte la règle de l'impôt votée à la date de clôture des comptes consolidés. Pour les entités françaises, les impôts différés sont estimés sur la base d'un taux unique égal au taux marginal qui devrait être appliqué au titre de l'exercice qui suit, soit un taux de 25%.

Le détail de la charge d'impôt sur les sociétés est le suivant :

Libellé	2023	2022
Impôt sur les bénéfices	(20 296 956)	(23 249 764)
Produit ou ch. d'impôt lié à l'intégration fiscale	562 956	496 489
Impôts différés	2 535 025	(4 802 218)
Impôts sur les résultats	(17 198 974)	(27 555 492)

Les retraitements nécessaires pour faire apparaître la situation fiscale latente sont effectués :

- Constatation d'une créance représentative d'avance sur impôt futur dans les sociétés disposant d'un report déficitaire, lorsque l'imputation fiscale paraît possible notamment compte tenu de plus-values latentes sur les actifs immobilisés ou financiers, ou/et de prévisions commerciales à moyen ou long terme.
- Lorsque le report déficitaire ne paraît pas pouvoir être imputé, certains retraitements qui conduiraient à constater un impôt différé, ne sont pas appliqués.

D) Preuve d'impôt

Le rapprochement entre l'impôt sur les sociétés figurant au compte de résultat et l'impôt théorique qui serait supporté sur la base du taux en vigueur en France s'analyse comme suit :

Preuve d'impôt	Entités
Résultat de l'ensemble consolidé	84 234 671
Réintégration des impôts sur le résultat, des amort/prov. Sur écarts d'acq, et résultat des MEE	(17 531 578)
Résultat avant impôts sur le résultat, des amort/prov. Sur écarts d'acq, et résultat des MEE	101 766 249
Impôt théorique au taux de l'entité consolidante	(25 441 563)
Effets des différences de base	3 968 761
Effets des différences de taux	(330 836)
Effets des dispositions fiscales particulières	3 587 559
Ecritures manuelles sur Impôt	1 017 107
CHARGE D'IMPOT THEORIQUE	(17 198 974)
CHARGE D'IMPOT REELLE	(17 198 974)

E) Effectif moyen du personnel du groupe OREFI

Libellé	Exercice 2023	Exercice 2022
Cadres	1 470	1 533
Employés	3 125	3 272
Effectif moyen	4 595	4 805

F) Dotations d'exploitation

Libellé	2023	2022
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. incorporelles	(59 578 009)	(68 414 614)
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. corporelles	(19 550 116)	(19 422 442)
Dot. aux provisions d'exploitation	(11 749 097)	(9 958 319)
Dotations pour dépr. des actifs circulants	(23 237 673)	(96 891 610)
Dotations aux amort. dépr. et provisions	(114 114 896)	(194 686 985)

G) Résultat financier

1) Produits financiers

Libellé	2023	2022
Produits sur créances et VMP	1 353 652	3 376 524
Rep. sur provisions à caractère financier	138 012	1 856 400
Rep./Dépr.sur actifs financiers	1 451 371	647 470
Gains de change sur opérations financières	659 192	2 501 113
Produits nets sur cession de VMP	765 627	870 439
Autres produits financiers	9 402 982	6 862 355
Produits financiers	13 770 836	16 114 300

2) Charges financières

Libellé	2023	2022
Charges d'intérêts	(17 560 685)	(11 162 994)
Pertes sur créances financières et VMP	(299 898)	(8 342)
Pertes de change sur opérations financières	(981 637)	(2 227 926)
Autres charges financières	(348 408)	(120 814)
Dot. aux provisions à caractère financier	(427 410)	(61 121)
Dot. dépr. sur actifs financiers	(1 244 053)	(4 746 220)
Charges financières	(20 862 091)	(18 327 416)

H) Résultat exceptionnel

La conception du résultat exceptionnel retenue est celle du Plan Comptable Général, sans application de la directive 2013/34 UE. Cette conception est généralement identique à celle mise en œuvre dans les comptes sociaux.

1) Produits exceptionnels

Libellé	2023	2022
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 818 569	761 057
Produits excep. s/ exercices antérieurs	275 360	26 930
Produits de cession d'immo. incorp.	68 246	14 901
Produits de cession d'immo. corp.	1 453 474	15 919 963
Produits de cession de titres	8 118 431	11 865 189
Subv. invest. virées au résultat, de l'ex.	96 667	384 966
Autres produits exceptionnels	1 731	104 886
Produits exceptionnels	11 832 477	29 077 892

2) Charges exceptionnelles

Libellé	2023	2022
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(1 599 367)	(30 480 641)
Charges excep. sur exercices antérieurs	(886 663)	(75 616)
VNC des immo. incorp. cédées	(2 576 705)	(563 715)
VNC des immo. corp. cédées	(1 381 227)	(7 741 469)
VNC des titres cédés	(2 084 145)	(5 297 799)
+/- value de consolidation	(59 450)	(1 500 000)
Autres charges exceptionnelles	(1 050 834)	(578 248)
Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations		(1 307 087)
Dot. aux provisions à caractère exceptionnel	(2 921 165)	
Charges exceptionnelles	(12 559 555)	(47 544 576)

XV) Informations sectorielles

En euros	Europe	Amérique	Autres	Total
Exercice 2021	1 977 525 653	152 540 879	15 702	2 130 082 234
Chiffre d'affaires	1 977 525 653	152 540 879	15 702	2 130 082 234
Exercice 2022	1 735 651 179	169 108 372	-	1 904 759 550
Chiffre d'affaires	1 735 651 179	169 108 372	-	1 904 759 550
Exercice 2023	1 782 479 241	183 114 766	-	1 965 594 008
Chiffre d'affaires	1 782 479 241	183 114 766	-	1 965 594 008

Un secteur opérationnel est une composante du Groupe qui exerce des activités à partir desquelles elle est susceptible de percevoir des produits et de supporter des charges, y compris des produits et des charges relatives à des transactions avec d'autres composantes du Groupe. Les résultats opérationnels de tous les secteurs opérationnels, pour lesquels des informations financières isolées sont disponibles, sont régulièrement revus par la direction du groupe, qui les utilise pour prendre les décisions d'allocation de ressources aux secteurs et pour apprécier leur performance.

Le Groupe a ainsi défini deux secteurs géographiques pour la présentation des informations sectorielles.

Ces secteurs correspondent aux unités opérationnelles stratégiques du Groupe.

Les unités opérationnelles stratégiques du Groupe offrent des produits et des services distincts et sont gérées séparément dans la mesure où elles nécessitent la mise en place de technologies et stratégies commerciales différentes.

Les secteurs géographiques sont l'Europe (regroupant à ce jour la France, l'Italie, l'Allemagne, l'Espagne, le Royaume-Uni, le Benelux, le Danemark, la Suisse et la Pologne), l'Amérique (Brésil).



S. E. C. A.

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE COMMISSARIAT ET D'AUDIT

GROUPE OREFI COMPTES CONSOLIDÉS

AU 31/12/2023

ETATS DE SYNTHÈSE

I) Bilan consolidé actif

Bilan actif consolidé	Valeurs brutes	Amortissements	Dépréciations	2 023	2 022
Immobilisations incorporelles <i>Dont Ecarts d'acquisition</i>	1 353 068 676 697 430 507	(561 819 528) (65 879 794)	(2 545 134) (2 545 034)	788 704 014 629 005 678	788 381 033 626 051 638
Immobilisations corporelles	528 797 374	(225 617 807)	(76 974)	303 102 593	301 408 911
Immobilisations financières	88 819 051		(9 477 823)	79 341 228	78 525 887
Titres mis en équivalence	45 490			45 490	148 959
Actif immobilisé	1 970 730 591	(787 437 335)	(12 099 931)	1 171 193 325	1 168 464 790
Stocks et en-cours	247 259 318		(21 728 543)	225 530 775	227 625 211
Clients et comptes rattachés	56 609 957		(3 068 756)	53 541 201	47 617 651
Autres créances et comptes de régularisation <i>Dont Impôts différés Actif</i>	221 575 838 19 562 628		(80 290 909)	141 284 930 19 562 628	146 008 439 14 474 742
Valeurs mobilières de placement	35 013 576		(3 911 793)	31 101 783	27 105 387
Disponibilités	138 775 788			138 775 788	151 610 677
Actif circulant	699 234 477		(109 000 000)	590 234 477	599 967 365
Total Actif	2 669 965 068	(787 437 335)	(121 099 931)	1 761 427 804	1 768 432 157

OREFI

II) Bilan consolidé passif

Bilan passif consolidé	2 023	2 022
Capital	504 995	504 994
Primes liées au capital	9 958 393	9 956 711
Réserves et résultat consolidés	448 515 004	460 783 598
Résultat net (Part du groupe)	35 035 643	1 348 664
Capitaux propres (Part du groupe)	494 014 035	472 593 967
Intérêts minoritaires	293 080 092	262 303 066
Provisions	22 172 375	17 785 064
Dettes	952 161 302	1 015 750 061
Emprunts et dettes financières	357 452 116	387 397 037
Fournisseurs et comptes rattachés	356 067 257	376 803 944
Autres dettes et comptes de régularisation	238 641 929	251 549 080
<i>Dont Impôts différés Passif</i>	<i>41 604 671</i>	<i>39 728 577</i>
Total Passif	1 761 427 804	1 768 432 157





COMPAGNIE EUROPÉENNE D'EXPERTISE COMPTABLE ET D'AUDIT

7, BD du M^{re} GALLIENI
77400 LAGNY S/MARNE
France



TETRA AUDIT

société de commissariat aux comptes et d'expertise comptable

5, place des Marseillais
94220 Charenton-le-Pont
France

OREFI ORIENTALE ET FINANCIERE

249, avenue du Président Wilson
93210 LA PLAINE SAINT DENIS

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2023

Les commissaires aux comptes

Cabinet C.E.E.C.A
Représentée par Bruno Le Mentec
Commissaire aux Comptes
Associé et mandataire social

TETRA AUDIT
Représentée par Frédéric Graveline
Commissaire aux Comptes
Associé et mandataire social

OREFI ORIENTALE ET FINANCIERE

SAS au capital de 504 995 €

Siège social : 249, avenue du Président Wilson
93210 LA PLAINE SAINT DENIS

Siren : 399 402 965

A l'Assemblée générale de la société OREFI ORIENTALE ET FINANCIERE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la SAS OREFI ORIENTALE ET FINANCIERE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

OREFI ORIENTALE ET FINANCIERE

- Votre société procède à chaque clôture à des tests de dépréciation des écarts d'acquisition selon les modalités décrites dans la note VI « Modalités de traitement des écarts d'acquisitions » de l'annexe aux comptes consolidés. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à examiner le caractère approprié des tests de dépréciation réalisés à la clôture, leurs modalités de mise en œuvre ainsi que les données et hypothèses utilisées et à vérifier que les notes annexes donnent une information appropriée.
- Votre société constate, le cas échéant, une provision pour dépréciation de stock selon les modalités décrites dans la note XIII - D) « Variation du bas de bilan » de l'annexe aux comptes consolidés. Nous nous sommes assurés du bien-fondé de la méthode et du caractère raisonnable des hypothèses retenues pour l'évaluation et la dépréciation des stocks. Nous avons mis en œuvre des tests pour vérifier, par sondage, l'application de ces méthodes.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Société OREFI ORIENTALE ET FINANCIERE à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

OREFI ORIENTALE ET FINANCIERE

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

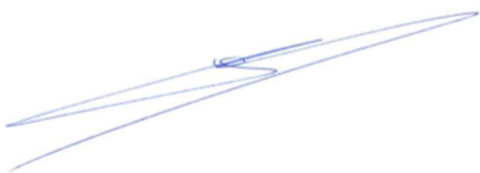
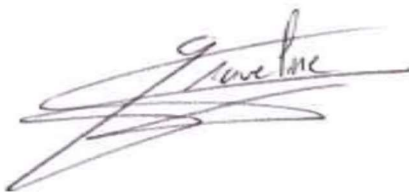
- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

OREFI ORIENTALE ET FINANCIERE

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Paris et à Charenton-le-Pont, le 20 juin 2024

Les commissaires aux comptes,

	
Cabinet C.E.E.C.A Représentée par Bruno Le Mentec Commissaire aux Comptes Associé et mandataire social	TETRA AUDIT Représentée par Frédéric Graveline Commissaire aux Comptes Associé et mandataire social



S. E. C. A.

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE COMMISSARIAT ET D'AUDIT

GROUPE OREFI

COMPTES CONSOLIDÉS

AU 31/12/2023

Sommaire

ETATS DE SYNTHESE.....	3
I) Bilan consolidé actif.....	3
II) Bilan consolidé passif.....	4
III) Compte de résultat.....	5
IV) Tableau de flux de trésorerie.....	6
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES	7
V) Méthodes de consolidation.....	7
VI) Modalités de traitement des écarts d'acquisitions	7
A) Détail des écarts d'acquisition	9
B) Variation des écarts d'acquisition	10
VII) Valeur d'entrée des actifs et des passifs en cas de variation du périmètre de consolidation	10
VIII) Méthodes de conversion des filiales étrangères	11
IX) Autres événements significatifs.....	11
X) Date de clôture des comptes.....	11
XI) Périmètre.....	12
XII) Evénements postérieurs à la clôture	12
A) Organigramme du groupe consolidé OREFI au 31 décembre 2023.....	13
B) Informations sur le périmètre	14
XIII) Informations concernant le bilan consolidé	15
A) Immobilisations incorporelles et corporelles	15
B) Variation des immobilisations financières et titres mis en équivalence.....	19
C) Variations des provisions sur immobilisations	20
D) Variation du bas de bilan actif.....	21
E) Variations des provisions du bas de bilan actif	22
F) Ventilation des actifs d'impôt différé	22
G) Echancier des créances	23
H) Tableau de variation des capitaux propres consolidés	23
I) Paiements fondés sur des actions & BSA	24
J) Variation des provisions pour risques et charges	25
K) Engagements hors-bilan.....	26
L) Variation des dettes financières et de la trésorerie passive.....	27
M) Variation du bas de bilan passif.....	27
N) Ventilation des passifs d'impôt différé	28
O) Echancier des dettes	28
XIV) Informations concernant le compte de résultat.....	29
A) Ventilation du chiffre d'affaires.....	29
B) Rémunération des commissaires aux comptes	29
C) Impôts sur les résultats.....	29
D) Preuve d'impôt.....	30
E) Effectif moyen du personnel du groupe OREFI	30

F)	Dotations d'exploitation	31
G)	Résultat financier	31
H)	Résultat exceptionnel	32
XV)	Informations sectorielles	33

ETATS DE SYNTHESE

I) Bilan consolidé actif

Bilan actif consolidé	Valeurs brutes	Amortissements	Dépréciations	2 023	2 022
Immobilisations incorporelles <i>Dont Ecarts d'acquisition</i>	1 353 068 676 697 430 507	(561 819 528) (65 879 794)	(2 545 134) (2 545 034)	788 704 014 629 005 678	788 381 033 626 051 638
Immobilisations corporelles	528 797 374	(225 617 807)	(76 974)	303 102 593	301 408 911
Immobilisations financières	88 819 051		(9 477 823)	79 341 228	78 525 887
Titres mis en équivalence	45 490			45 490	148 959
Actif immobilisé	1 970 730 591	(787 437 335)	(12 099 931)	1 171 193 325	1 168 464 790
Stocks et en-cours	247 259 318		(21 728 543)	225 530 775	227 625 211
Clients et comptes rattachés	56 609 957		(3 068 756)	53 541 201	47 617 651
Autres créances et comptes de régularisation <i>Dont Impôts différés Actif</i>	221 575 838 19 562 628		(80 290 909)	141 284 930 19 562 628	146 008 439 14 474 742
Valeurs mobilières de placement	35 013 576		(3 911 793)	31 101 783	27 105 387
Disponibilités	138 775 788			138 775 788	151 610 677
Actif circulant	699 234 477		(109 000 000)	590 234 477	599 967 365
Total Actif	2 669 965 068	(787 437 335)	(121 099 931)	1 761 427 804	1 768 432 157

OREFI

II) Bilan consolidé passif

Bilan passif consolidé	2 023	2 022
Capital	504 995	504 994
Primes liées au capital	9 958 393	9 956 711
Réserves et résultat consolidés	448 515 004	460 783 598
Résultat net (Part du groupe)	35 035 643	1 348 664
Capitaux propres (Part du groupe)	494 014 035	472 593 967
Intérêts minoritaires	293 080 092	262 303 066
Provisions	22 172 375	17 785 064
Dettes	952 161 302	1 015 750 061
Emprunts et dettes financières	357 452 116	387 397 037
Fournisseurs et comptes rattachés	356 067 257	376 803 944
Autres dettes et comptes de régularisation	238 641 929	251 549 080
<i>Dont Impôts différés Passif</i>	<i>41 604 671</i>	<i>39 728 577</i>
Total Passif	1 761 427 804	1 768 432 157



III) Compte de résultat

Compte de résultat	2023	2022
Chiffre d'affaires	1 965 594 008	1 904 759 550
Autres produits d'exploitation	110 619 516	115 758 914
<i>Produits d'exploitation</i>	<i>2 076 213 523</i>	<i>2 020 518 464</i>
Achats consommés	(1 248 027 921)	(1 209 986 404)
Charges de personnel	(301 578 109)	(287 997 263)
Autres charges d'exploitation	(289 336 529)	(285 315 056)
Impôts et taxes	(13 571 486)	(15 394 277)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(114 114 896)	(194 686 985)
<i>Charges d'exploitation</i>	<i>(1 966 628 941)</i>	<i>(1 993 379 984)</i>
Résultat d'exploitation avant dotations aux amort. et dép. EA	109 584 582	27 138 480
<i>Dotations aux amort. et dépréciations des écarts d'acquisition</i>		
Résultat d'exploitation après dotations aux amort. et dép. EA	109 584 582	27 138 480
<i>Produits financiers</i>	<i>13 770 836</i>	<i>16 114 300</i>
<i>Charges financières</i>	<i>(20 862 091)</i>	<i>(18 327 416)</i>
Résultat financier	(7 091 255)	(2 213 116)
<i>Produits exceptionnels</i>	<i>11 832 477</i>	<i>29 077 892</i>
<i>Charges exceptionnelles</i>	<i>(12 559 555)</i>	<i>(47 544 576)</i>
Résultat exceptionnel	(727 078)	(18 466 684)
<i>Impôts sur les résultats</i>	<i>(17 198 974)</i>	<i>(27 555 492)</i>
Résultat net des entreprises intégrées	84 567 275	(21 096 812)
<i>Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence</i>	<i>(332 604)</i>	<i>157 906</i>
Résultat net de l'ensemble consolidé	84 234 671	(20 938 907)
<i>Intérêts minoritaires</i>	<i>49 199 028</i>	<i>(22 287 570)</i>
Résultat net (part du groupe)	35 035 643	1 348 663



IV) Tableau de flux de trésorerie

Tableau de flux de trésorerie consolidé	2 023	2 022
Résultat net total des entités consolidées	84 234 673	(20 938 906)
Dotations / Reprises aux amortissements, prov. et dépréciations	84 275 287	83 308 615
Variation de l'impôt différé	(2 535 025)	4 802 219
Élimination des plus ou moins values de cessions d'actifs	(3 606 874)	(12 111 877)
Élimination de la quote-part de résultat des sociétés MEE	332 604	(157 906)
Marge brute d'autofinancement	162 700 664	54 902 146
Variation du BFR lié à l'activité (provisions incluses)	(28 765 762)	134 731 162
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'EXPLOITATION (I)	133 934 902	189 633 308
Acquisitions d'immobilisations	(91 921 076)	(106 809 960)
Cessions d'immobilisations	9 640 151	27 800 053
Réduction des autres immobilisations financières	1 278 147	1 888 327
Incidence des variations de périmètre	(1 653 394)	(22 404 896)
Variation nette des placements à court terme	(3 197 991)	(16 651 384)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'INVESTISSEMENT (II)	(85 854 162)	(116 177 861)
Émissions d'emprunts	74 923 800	112 524 331
Remboursements d'emprunts	(105 213 971)	(106 710 223)
Dividendes versés des filiales	(17 751 048)	(26 569 373)
Dividendes reçus/versés de la société mère	(13 356 294)	(13 081 898)
Augmentations / réductions de capital	1 684	(3 937 360)
Variation nette des concours bancaires	133 750	(33 623)
FLUX NET DE TRESO. GENERE PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT (III)	(61 262 078)	(37 808 148)
Variation de change sur la trésorerie (IV)	134 888	656 321
VARIATION DE FLUX TRÉSORERIE (I + II + III + IV)	(13 046 450)	36 303 621
Trésorerie : ouverture	151 321 630	114 977 215
Trésorerie : cor. à-nouv. / reclass. / Chg méthode/ Juste valeur		40 800
Trésorerie : clôture	138 275 180	151 321 635



ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

Les comptes consolidés du groupe OREFI ont été établis selon les règles françaises et sont conformes aux articles L.233-16 à 28 du Code de Commerce et au règlement ANC 2020-01. Les caractéristiques de ce groupe sont les suivants :

- Capital social de 504 995 € constitué de 504 995 actions,
- Siège social : 249 Avenue du Président Wilson – 93210 La Plaine Saint Denis,
- Activité principale du groupe : Vente à distance.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par les dirigeants le 19/06/2024.

V) Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation généralement utilisées sont les suivantes :

- L'intégration proportionnelle lorsque le groupe exerce un contrôle conjoint,
- L'intégration globale lorsque la fraction des droits de vote détenue est supérieure à 50 %,
- La mise en équivalence lorsque la fraction des droits de vote est comprise entre 20 et 50 %.

Toutefois, quelques exceptions à ce principe sont à noter :

- La société JSMB, contrôlée à 30% par la société MY BO BUN HOLDING, qui devrait être mise en équivalence, n'a pas été consolidée du fait de la non-communication des comptes sociaux. Ces titres ont toutefois été provisionnés en totalité dans les comptes consolidés.
- La société I LOVE BO BUN détenue à 100% par la société JSMB et qui devrait être mise en équivalence, n'a pas été intégrée dans la consolidation du fait de la non-communication des comptes sociaux.

VI) Modalités de traitement des écarts d'acquisitions

L'écart d'acquisition est la différence entre le coût d'acquisition et la part acquise dans l'actif net réestimé des entreprises. Cet actif net est déterminé sur la base des méthodes d'évaluation appliquées éventuellement dans la présente consolidation, lorsqu'elles sont significatives, et tout particulièrement :

- La réévaluation des immobilisations,
- L'annulation des fonds commerciaux et des frais d'établissement,
- La constatation des impôts différés,
- La constatation de provisions pour départ à la retraite, s'il y a lieu,
- L'annulation des fonds de commerce, s'il y a lieu.

Cet actif net est déterminé à la date du transfert effectif de contrôle. Toutefois, quand les informations financières ne sont pas disponibles, il peut être estimé à la date du plus proche arrêté comptable disponible.

S'ils peuvent être évalués de manière fiable, le coût d'acquisition tient compte des éventuels ajustements de prix prévu dans la convention d'acquisition (complément de prix).

Depuis le 1^{er} Janvier 2016, les écarts d'acquisition positifs ne sont plus amortis, mais un test de dépréciation est réalisé une fois par an. Si nécessaire, les écarts d'acquisitions sont dépréciés. Les dépréciations ainsi constatées ne sont ensuite jamais reprises, nonobstant une amélioration de la valeur des actifs concernés.

Par principe, pour les besoins des tests de dépréciation, les écarts d'acquisition sont comparés à la valeur d'utilité de chacune des sociétés, fondée sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs estimés y afférents. Ces derniers reposent sur des prévisions à 5 ans et d'une valeur terminale, établies par la direction financière du groupe.

Les amortissements et les dépréciations des écarts d'acquisitions positifs sont présentés ensemble dans les mêmes postes du bilan et du compte de résultat.

Depuis le 1^{er} Janvier 2016, les écarts d'acquisition négatifs sont désormais repris en totalité au résultat :

- De manière étalée, lorsque ces écarts doivent compenser une faiblesse attendue des résultats de l'entreprise acquise, ou doivent couvrir des coûts futurs non susceptibles de constituer des passifs ;
- Immédiatement quand ils peuvent s'analyser comme une plus-value découlant de l'acquisition ;
- Dans les autres cas étalés forfaitairement sur cinq exercices (en application des délais prévus par la directive n°2013/34/UE du 26 Juin 2013) ;



A) Détail des écarts d'acquisition

Détail des écarts d'acquisition affectés	Brut	Amortissements	Dépréciations	Valeur nette
Ecart d'acquisition	697 430 507	(65 879 794)	(2 545 034)	629 005 678
Partenaires				
P-COPAD	2 946 286	(2 946 286)		
P-IMMEX CONSEILS	365 000	(365 000)		
P-VENTE PRIVEE LOGISTIQUE	3 575		(3 575)	
P-MY BO BUN HOLDING	64 824		(64 824)	
P-FONCIERE WILSON	8 457 615	(18 584)	(67 817)	8 371 214
P-OREDIS	104 937 899	(20 833 690)		84 104 209
P-PIN UP	752 515	(752 515)		
P-VENTE-PRIVEE.COM	142 395 255	(39 855 443)	(1 275 438)	101 264 374
P-DACO	2 738 146			2 738 146
P-GET SCALIA	1 106 141		(1 106 141)	
P-VENTE-PRIVEE.COM IP	27 239		(27 239)	
P-VEEPEE NORTHERN EUROPE	83 717 603	(1 108 276)		82 609 327
P-VEEPEE NORDICS APS	2 227 235			2 227 235
P-EBOUTIC	24 315 088			24 315 088
P-ADOTMOB	23 965 162			23 965 162
P-PRIVALIA VENTA DIRECTA ESPAGNE	299 410 923			299 410 923
Libellé	Brut	Amortissements	Dépréciations	Valeur nette
Ecart d'acquisition - passif	1 763 976		(1 763 976)	
Partenaires				
P-COPAD	10		(10)	
P-VENTE-PRIVEE HOLDING PRODUCTION	1 298 466		(1 298 466)	
P-VENTE PRIVEE LOGISTIQUE	1 969		(1 969)	
P-FONCIERE WILSON	302 677		(302 677)	
P-VENTE-PRIVEE.COM	160 854		(160 854)	

B) Variation des écarts d'acquisition

Variation des écarts d'acquisition	2 023	2 022	Entrées de périmètre	Sorties de périmètre	Dotation	Reprise	Variations de périmètre et autres variations
Ecart d'acquisition	697 430 507	694 476 467					2 954 040
Amortissements des écarts d'acquisition	(65 879 794)	(65 879 794)					
Dépréciations des écarts d'acquisition	(2 545 034)	(2 545 034)					
Ecart d'acquisition net actif	629 005 678	626 051 638					2 954 040
Ecart d'acquisition - passif	1 763 976	1 763 976					
Reprise - écart d'acquisition - passif	(1 763 976)	(1 763 976)					
Ecart d'acquisition net passif							

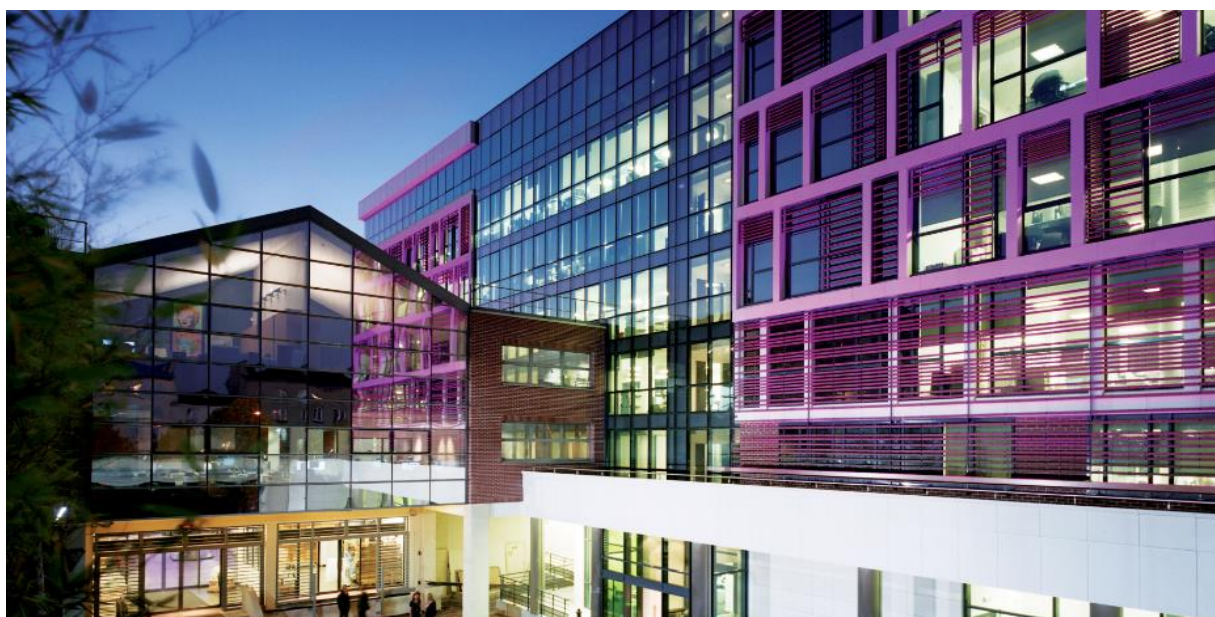
La variation des écarts d'acquisition provient essentiellement de rachats complémentaires des titres de la société A.MOB par VENTE-PRIVEE.COM, et des titres de la société VENTE-PRIVEE.COM par OREDIS, ayant généré des écarts d'acquisition complémentaires respectivement pour 244 K€ et 652 K€. Un écart d'acquisition a par ailleurs été constaté chez VENTE-PRIVEE.COM suite au rachat par cette dernière de ses propres actions, pour un montant de 2 058 K€.

VII) Valeur d'entrée des actifs et des passifs en cas de variation du périmètre de consolidation

Les intérêts minoritaires dans la situation nette sont évalués suivant la méthode de la réestimation totale qui affecte aux minoritaires leur quote-part dans la situation nette des filiales et dans tous les retraitements de consolidation.

Les postes d'actif et de passif de la société acquise sont estimés selon les mêmes méthodes que celles appliquées pour la détermination des écarts d'acquisition. La contrepartie de ces réestimations est portée au poste "réserves consolidées".

Par simplification, les écarts d'acquisition sur les titres VENTE-PRIVEE.COM et A.MOB constatés entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2023 ont été calculés par rapport à l'actif net consolidé au 31 Décembre 2022 retraité du résultat consolidé 2023 prorata temporis, net d'éventuelles distributions et de corrections d'à nouveaux desdites sociétés.



VIII) Méthodes de conversion des filiales étrangères

Les comptes consolidés du groupe OREFI sont établis en euros.

Les comptes des filiales intégrées dont la devise de fonctionnement est différente de celle de la maison mère, ont été convertis en euros selon les principes suivants :

- Les postes du bilan (à l'exception des capitaux propres) au cours de clôture ;
- Les capitaux propres au taux historique ;
- Le compte de résultat au taux moyen de la période ;

Année	2023			2022		
Devise	Taux d'ouverture	Taux moyen	Taux de clôture	Taux d'ouverture	Taux moyen	Taux de clôture
Livre (£)	0,8869	0,8702	0,8684	0,8403	0,8527	0,8869
Dollar (\$)	1,0666	1,0823	1,1055	1,1326	1,0531	1,0666
Francs Suisses (CHF)	0,9847	0,9722	0,9297	1,0331	1,0047	0,9847
Couronne Danoise (DKK)	7,4349	7,4555	7,4661	7,4349	7,4405	7,4349
Sheqel Israélien (ILS)	3,7552	3,9888	3,9825	3,5162	3,5348	3,7552
Réal brésilien (BRL)	5,6402	5,4034	5,3642	6,3091	5,4407	5,6402
Zloty Polonais (PLN)	4,6816	4,5413	4,3445	4,5977	4,6860	4,6816

IX) Autres évènements significatifs

Impacts des évènements internationaux :

Même si le Groupe n'est pas exposé directement sur ce marché en termes de chiffre d'affaires ou de sourcing, les conséquences des évènements actuels en Europe de l'Est (guerre en Ukraine) restent difficiles à appréhender.

Les répercussions indirectes de ce conflit, en particulier l'inflation et l'augmentation des coûts logistiques, sont réels. Elles affectent les coûts de sourcing et de manière générale influent sur le comportement et les habitudes des membres sur le site (baisse du pouvoir d'achat).

Autres points :

Afin de rationaliser les coûts, il a été décidé de fermer un entrepôt en Belgique, liquider des sociétés sans activité notamment aux Etats-Unis et de ne pas remplacer certains postes.

X) Date de clôture des comptes

La société consolidante clôture ses comptes au 31 décembre 2023.

Toutes les sociétés intégrées, sous réserve de celles qui ont pu être absorbées ou sorties au cours de l'exercice, ont clôturé une situation de 12 mois au 31 Décembre 2023.

XI) Périmètre

Le périmètre des comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2023 regroupe 43 sociétés contre 49 sociétés au 31 décembre 2022.

Les variations de périmètre sur cet exercice sont les suivantes :

Acquisitions :

La société **OREDIS** a acquis 50 451 actions supplémentaires de la société **VENTE-PRIVEE.COM**, augmentant sa participation et lui permettant de détenir 50.18% des actions de la société. Un écart d'acquisition complémentaire d'un montant de 652 K€ a été constaté.

La société **VENTE-PRIVEE.COM** a acquis 1.54% de la société **A.MOB**, augmentant sa participation et lui permettant de détenir près de 97% de la société. Un écart d'acquisition complémentaire d'un montant de 244 K€ a été constaté.

Autres :

La société **VENTE-PRIVEE.COM** a racheté au cours de l'exercice 66 142 de ses propres actions et a procédé à une réduction de capital de la société dans cette limite. Un écart d'acquisition complémentaire de 2 058 K€ a été constaté.

La société **DIGITAL COMMERCE** a transféré l'ensemble de ses actifs et passifs dans le cadre d'une transmission universelle de patrimoine au profit de la société **VENTE-PRIVEE.COM** en date du 23 mars 2023.

La société **OOSEARCH** a transféré l'ensemble de ses actifs et passifs dans le cadre d'une transmission universelle de patrimoine au profit de la société **VENTE-PRIVEE.COM** en date du 23 mars 2023.

La société **VENTE-PRIVEE VOYAGES** a transféré l'ensemble de ses actifs et passifs dans le cadre d'une transmission universelle de patrimoine au profit de la société **VENTE-PRIVEE.COM** en date du 23 novembre 2023.

La société **VP USA BRANDS** a été liquidée en date du 4 avril 2023.

La société **JV VP USA LLC** a été liquidée en date du 4 avril 2023.

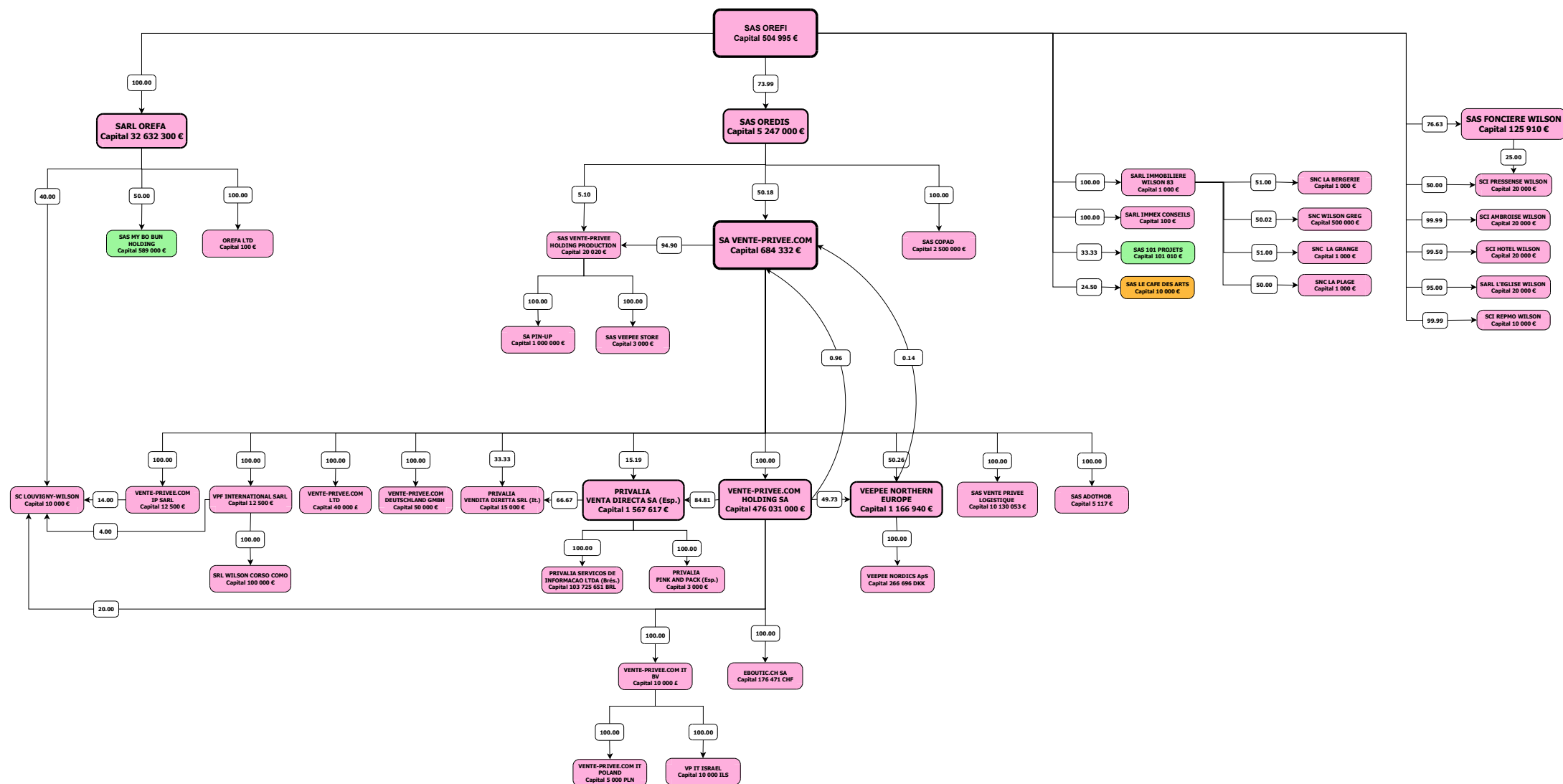
La société **TAHITI WILSON** a été liquidée le 16 Novembre 2023.

XII) Evènements postérieurs à la clôture

Le 15 Janvier 2024, le Président de la société **VENTE-PRIVEE.COM**, a constaté que le nombre final d'ADPR rachetées par la société au titre des tranches 1 et 2 du Plan LTI 2020 s'élevait à 68 622 et décidé de procéder à l'annulation de ces ADPR. Le président a donc constaté la réduction du capital social en conséquence, qui s'est élevée à 686.22€ portant ainsi le capital de la société de 684 332.35 à 683 646.13€.

Au 1^{er} Janvier 2024, les actions de la société **A.MOB** détenues par **VENTE-PRIVEE.COM** ont été cédées à la société **VENTE-PRIVEE HOLDING PRODUCTION**.

Le 29 mars 2024, les associés de la société **PRESSENSE WILSON** ont décidé sa dissolution anticipée et sa liquidation amiable.



B) Informations sur le périmètre

Code	Libellé	Pays	SIREN	Objet	Méthode de consolidation	% d'intérêt 2023	% d'intérêt 2022
80127	SCI AMBROISE	FRANCE	808115836	Gestion immobilière	IG	100,00	100,00
80317	COPAD	FRANCE	381454040	Commerce de gros	IG	73,99	73,99
80330	101 PROJETS	FRANCE	799382148	Fonds de placement	IP	33,33	33,33
80804	HOTEL WILSON	FRANCE	799332408	Gestion immobilière	IG	99,50	99,50
80902	IMMOBILIERE WILSON 83	FRANCE	812123057	Société Holding	IG	100,00	100,00
80903	IMMEX CONSEILS	FRANCE	504403726	Restauration traditionnelle	IG	100,00	100,00
81005	OREFI	FRANCE	399402965	Société Holding	IG	100,00	100,00
81006	VENTE-PRIVEE HOLDING PRODUCTION	FRANCE	378849244	Société Holding	IG	39,39	39,33
81007	OREFA	LUXEMBOURG		Société Holding	IG	100,00	100,00
81008	OREFA LTD	IRLANDE		Gestion d'actifs	IG	100,00	100,00
81307	VENTE PRIVEE LOGISTIQUE	FRANCE	452650500	Prestations de service	IG	37,53	37,46
81318	MY BO BUN HOLDING	FRANCE	793031733	Société Holding	IP	50,00	50,00
81320	FONCIERE WILSON	FRANCE	802601815	Société Holding	IG	76,63	76,63
81508	OREDIS	FRANCE	433779667	Société Holding	IG	73,99	73,99
81612	PIN UP	FRANCE	307046730	Prestations de service	IG	39,39	39,33
81904	L'EGLISE WILSON	FRANCE	504328253	Marchand de biens	IG	95,00	95,00
81938	PRESSENSE WILSON	FRANCE	515307130	Gestion immobilière	IG	69,16	69,16
82302	VENTE-PRIVEE.COM	FRANCE	434317293	Achat et vente produits	IG	37,53	37,46
82309	VENTE-PRIVEE.COM IP	LUXEMBOURG		Gestion d'actifs	IG	37,53	37,46
82319	VENTE-PRIVEE.COM Holding	LUXEMBOURG		Société Holding	IG	37,53	37,46
82320	VENTE-PRIVEE.COM Ltd	ANGLETERRE		Achat et vente produits	IG	37,53	37,46
82323	VENTE-PRIVEE.COM DEUTSCHLAND GmbH	ALLEMAGNE		Achat et vente produits	IG	37,53	37,46
82331	VPF INTERNATIONAL	LUXEMBOURG		Société Holding	IG	37,53	37,46
82332	VEEPPEE NORTHERN EUROPE	BELGIQUE		Achat et vente produits	IG	37,53	37,46
83501	WILSON GREG	FRANCE	812370054	Marchand de biens	IG	50,02	50,02
83502	WILSON CORSO COMO	ITALIE		Administration d'immeubles et autres biens immobiliers	IG	37,53	37,46
83504	LA BERGERIE	FRANCE	817577281	Gestion immobilière	IG	51,00	51,00
83505	LA GRANGE	FRANCE	817779267	Gestion immobilière	IG	51,00	51,00
83508	SC LOUVIGNY-WILSON	LUXEMBOURG		Société de moyens	IG	54,26	54,24
83517	VEEPPEE NORDICS APS	DANEMARK		Achat et vente produits	IG	37,53	37,46
83519	EBOUTIC	SUISSE		Achat et vente produits	IG	37,53	37,46
83522	ADOTMOB	FRANCE	801111659	Achat et vente produits	IG	36,20	35,56
83524	VENTE-PRIVEE.COM IT BV	PAYS BAS		Société Holding	IG	37,53	37,46
83531	VENTE PRIVEE.COM IT POLAND	POLOGNE		Prestations de service	IG	37,53	37,46
83539	VP IT ISRAEL	ISRAEL		Conseil en systèmes et logiciels informatiques	IG	37,53	37,46
83542	REPMO WILSON	FRANCE	853391720	Gestion immobilière	IG	100,00	100,00
83545	PRIVALIA VENTA DIRECTA ESPAGNE	ESPAGNE		Achat et vente produits	IG	37,53	37,46
83546	PRIVALIA PINK AND PACK	ESPAGNE		Prestations de service	IG	37,53	37,46
83547	PRIVALIA SERVICIOS DE INFORMACAO	BRESIL		Prestations de service	IG	37,53	36,81
83550	PRIVALIA VENDITA DIRETTA	ITALIE		Achat et vente produits	IG	37,53	37,46
83555	VEEPPEE STORE	FRANCE	907937387	Achat et vente produits	IG	39,39	39,33
83556	SNC LA PLAGE	FRANCE	908230840	Gestion immobilière	IG	50,00	50,00
83557	LE CAFE DES ARTS	FRANCE	910183128	Acquisition et exploitation de fonds de commerce	ME	24,50	24,50

XIII) Informations concernant le bilan consolidé

A) Immobilisations incorporelles et corporelles

Var. immobilisations corporelles et incorporelles	2 023	2 022	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre et autres variations
Frais de recherche et développement	54 140	54 140				
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences	48 998 030	48 958 654	16 199	(30 870)	54 010	35
Autres immobilisations incorporelles	596 504 735	538 314 213	49 592 384	(5 355 580)	187 151	13 766 568
Immobilisations incorporelles en cours	10 081 265	14 844 923	10 145 306	(423 084)		(14 485 881)
Ecart d'acquisition	697 430 507	694 476 467				2 954 040
Immobilisations incorporelles	1 353 068 676	1 296 648 397	59 753 889	(5 809 534)	241 161	2 234 763
Terrains	30 563 157	29 603 125				960 032
Agencements et aménagements de terrains	1 947 718	1 947 718				
Constructions	155 641 591	152 861 204	89 678	(10 944)		2 701 653
Constructions sur sol d'autrui	438 127	438 126				
Installations techniques, matériel & outillage	70 597 783	69 710 190	627 875	(170 106)	73 172	356 652
Autres immobilisations corporelles	202 577 006	196 462 009	8 441 588	(4 842 131)	225 177	2 290 363
Matériel de transport	629 423	52 936	610 977			(34 490)
Immobilisations corporelles en cours	66 282 054	60 498 682	12 237 392	(24 049)		(6 429 973)
Avances et acomptes s/immo. corp.	120 516	65 486	100 516			(45 486)
Immobilisations corporelles	528 797 374	511 639 476	22 108 026	(5 047 230)	298 348	(201 248)
Immobilisations corporelles et incorporelles	1 881 866 050	1 808 287 873	81 861 914	(10 856 763)	539 509	2 033 514

Variation des amortissements	2 023	2 022	Dotation	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variation de périmètre et autres variations
Amortissements des frais de recherche et développement	(54 140)	(54 140)				
Amortissements concessions, brevets & droits similaires	(703 769)	(478 042)	(225 481)	30 870	(31 115)	(2)
Amortissements des autres immos incorp.	(495 181 825)	(439 310 254)	(59 756 955)	3 270 207	(125 195)	740 372
Amortissements des écarts d'acquisition	(65 879 794)	(65 879 794)				
Amortissements des immobilisations incorporelles	(561 819 528)	(505 722 230)	(59 982 436)	3 301 077	(156 310)	740 370
Amort. sur agencements et aménagements de terrains	(647 513)	(548 169)	(99 344)			
Amortissements des constructions	(55 345 430)	(50 640 272)	(4 710 587)	5 429		
Amortissements des constructions sur sol d'autrui	(111 169)	(86 824)	(24 345)			
Amortissements install tech. matériel & outill.	(58 701 183)	(53 837 941)	(4 949 609)	143 383	(57 116)	100
Amortissements des autres immobilisations corp.	(110 812 512)	(105 033 910)	(9 361 805)	3 517 193	(75 080)	141 092
Amortissements des immobilisations corporelles	(225 617 807)	(210 147 116)	(19 145 690)	3 666 005	(132 197)	141 192
Amortissements sur actif immobilisé	(787 437 335)	(715 869 345)	(79 128 126)	6 967 081	(288 507)	881 562

Immobilisations incorporelles

Les frais d'établissement sont considérés comme des actifs fictifs et retraités en conséquence.

Les fonds de commerce apparaissant dans les comptes individuels sont retraités ou annulés dans les comptes consolidés.

Le coût initial d'acquisition des marques ne fait pas l'objet d'un amortissement particulier dans les comptes consolidés.

Les frais de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes relatifs à l'acquisition d'immobilisations ou autres éléments d'actifs sont systématiquement inscrits à l'actif.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à la valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

- Particularités des postes « Site internet » et « Logiciels créés en interne »

Rappel : Dans le cadre des nouvelles normes comptables françaises et de leur convergence vers les normes IFRS, un projet, pour faire l'objet d'une activation, doit répondre aux six critères suivants :

- Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle,
- Intention d'achèvement et d'utilisation de l'immobilisation,
- Capacité d'utilisation ou de vente de l'immobilisation,
- Disponibilité des ressources financières et techniques permettant de mener le projet de développement à son terme,
- Probabilité que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise,
- Possibilité d'évaluer de façon fiable le coût de cet actif.

Les sites Internet www.veepee.com, les sites liés à Privalia et les logiciels créés en interne répondent à la définition d'un actif. Ils permettent d'enregistrer et de traiter les commandes en provenance des membres (clients). Les fonctionnalités et les capacités des sites ou des logiciels créés en interne sont régulièrement améliorées.

Les différentes dépenses liées aux développements du site Internet et des logiciels utilisés en interne comprennent des salaires et les charges sociales y afférents ainsi que des dépenses de sous-traitance et des honoraires d'intervenants extérieurs.

La plupart de ces dépenses sont nécessaires à la croissance de la société et sont porteuses d'avantages économiques futurs. En effet, elles contribuent à l'augmentation des capacités du site en termes de trafic, de productivité et donc d'accroissement potentiel du chiffre d'affaires. De plus, elles participent au développement, à la création, à l'augmentation de la valeur du site Internet ou à l'amélioration des performances de tout ou partie du système d'information du groupe.

Les règles de répartition de ces dépenses entre activation en immobilisations ou inscription en charges ont été déterminées grâce à la mise en place d'une codification analytique par projet.

Ainsi, sont imputables en charges :

- Les opérations relatives aux opérations de maintenance,
- Les prestations récurrentes,
- Les prestations de consultants extérieurs dont la mission ne comprend pas de volet de réalisation ou de mise en œuvre.

Sont donc imputables en immobilisations toutes les dépenses engagées dans le but de développer, créer, augmenter la valeur du site Internet ou de quelque partie du système d'information du groupe.

Un outil de gestion des temps a été mis en place afin d'imputer les temps passés en interne.

Toutes les dépenses affectables à un ou plusieurs projets sont donc désormais imputées par projet. Seules les dépenses engagées au cours de la phase projet sont activables. Cette phase est limitée par des procès-verbaux de mise en production et de mise en service.

En 2023, la méthode l'amortissement fiscal a été maintenue pour les logiciels internes, les logiciels et le site internet.

▪ Particularités du poste « Marques »

Une marque a une durée de vie indéfinie du fait de l'absence de limite prévisible à la période pendant laquelle l'actif est censé générer des flux de trésorerie nets.

Seules les marques acquises figurent à l'actif et en particulier la marque « Privalia ». Leur estimation est fonction de leur notoriété sur le marché et repose sur une méthode basée sur les redevances. Cette approche consiste à déterminer la valeur de la marque sur la base des revenus futurs des redevances perçues dans l'hypothèse où la marque serait exploitée sous forme de licence par un tiers.

Ces marques, qui sont juridiquement protégées, ne sont pas amorties mais soumises à des tests de dépréciation.

▪ Particularités du poste « Bases membres »

Seules les bases membres de société acquises figurent à l'actif. L'analyse statistique de la cohorte des membres doit démontrer un taux d'attrition permettant d'estimer les ventes futures réalisées avec les membres existants.

Les principales modalités d'amortissement concernant les immobilisations incorporelles sont les suivantes :

Poste comptable	Amortissement économique
Noms de domaine	Linéaire sur 1 à 2 ans
Logiciels	Linéaire sur 3 ans
Site Internet	Linéaire sur 3 ans
Logiciels internes	Linéaire sur 3 ans
Marques	Non amorties
Base membres	Linéaire sur 8 à 15 ans

Immobilisations incorporelles en cours

Elles concernent des projets qui seront mis en service au cours des exercices suivants.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

• Particularités du poste « Pièces de rechange »

Conformément à l'article 321-14.3 du PCG, la société VENTE PRIVEE LOGISTIQUE a comptabilisé en immobilisations au poste « Pièces de rechange » :

- Les éléments spécifiques ne pouvant être utilisés qu'avec une immobilisation (pièces de rechange, pièces de sécurité et matériel d'entretien) ;
- Les pièces de rechange principales qu'elle compte utiliser sur une durée supérieure à 12 mois.

Les éléments spécifiques ne pouvant être utilisés qu'avec une immobilisation ont été amortis dès leur acquisition sur la durée de l'immobilisation à laquelle ils sont rattachés.

Comme le préconise le comité d'urgence du CNC n°2005-D du 1^{er} juin 2005 (§2.2), les pièces de rechange principales immobilisées sont destinées à remplacer ou à être intégrées à un composant de l'immobilisation principale. Leur remplacement est donc planifié.

En conséquence, elles ne sont amorties qu'à compter du remplacement effectif de la pièce (lors de son montage), selon les mêmes modalités (durée et mode) que celles du composant lié. En effet, les avantages économiques liés à cet actif ne seront obtenus qu'à partir de l'utilisation effective de la pièce, après le remplacement de la pièce d'origine.

Par simplification, seuls les éléments spécifiques et les pièces de rechange principales dont la valeur unitaire est significative sont comptabilisées en immobilisations.

Par conséquent et conformément à l'article 321-14.3 du PCG, les autres pièces de rechange ont été comptabilisées en stocks au poste « Pièces de rechange », que leur utilisation soit immédiate ou différée et quel que soit le rythme de consommation.

Les principales modalités d'amortissement des immobilisations corporelles sont les suivantes :

Poste comptable	Amortissement économique
Construction	Linéaire sur 10 à 40 ans
Matériel et outillage	Linéaire sur 5 à 10 ans
Installations générales	Linéaire sur 10 ans
Matériel informatique	Linéaire sur 3 ans
Matériel de studio	Linéaire sur 3 ans
Mobilier de bureau	Linéaire sur 10 ans

Immobilisations corporelles en cours

Ces en-cours passent de 60 492 K€ à 66 282 K€ en 2023, et comprennent notamment des ensembles immobiliers pour un montant total de 61 673 K€.

Immobilisations en crédit-bail et en location-financement

Les crédits-baux immobiliers et mobiliers, les locations financement significatives portant sur le matériel et outillage ainsi que sur le matériel de bureaux et informatique sont inscrits à l'actif et amortis sur la durée de vie prévue de cet actif. Les dotations aux amortissements des actifs acquis en crédit-bail ou en location financement sont comprises dans les dotations aux amortissements des immobilisations. La contrepartie de ces acquisitions est portée en "emprunts et dettes financières".

Le règlement ANC 2014-03 sur les amortissements a été appliqué sur les biens acquis en crédit-bail lorsque leur montant et leur durée restante étaient significatifs.

L'incidence de ces retraitements sur « l'actif immobilisé » consolidé peut être résumée ainsi :

(en K.€.)	Terrains & Constructions	Autres Immo.	Total
Valeurs Brutes	3 354	6 072	9 426
Amortissements	-1 757	-4 099	-5 857
Total exercice 2022	1 597	1 973	3 569
Valeurs Brutes	3 354	5 131	8 485
Amortissements	-1 826	-4 109	-5 935
Total exercice 2023	1 528	1 021	2 550

B) Variation des immobilisations financières et titres mis en équivalence

Actifs financiers	2 023	2 022	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Variat. situation nette MEE	Ecart de conversion	Variations de périmètre et autres variations
Titres de participation	11 781 270	12 236 471	1 451 266			0	(1 906 467)
Titres immobilisés	601 193	614 762	35 712	(303 549)			254 268
Titres immobilisés de l'activité du portefeuille	45 676 935	46 450 398	3 848 323	(1 780 597)			(2 841 189)
Prêts	50 558	79 261	2 500	(31 203)			
Dépôts et cautionnements versés	17 383 346	15 928 773	1 625 019	(815 971)		645 524	
Autres créances immobilisées	13 325 748	12 240 969	1 516 473	(430 973)			(720)
Immobilisations financières	88 819 051	87 550 634	8 479 294	(3 362 292)		645 524	(4 494 108)
Titres mis en équivalence	45 490	148 959			(332 603)	8 778	220 356
Actifs financiers	88 864 541	87 699 593	8 479 294	(3 362 292)	(332 603)	654 302	(4 273 753)

Détail des titres de participation et des titres immobilisés de l'activité de portefeuille

Titres de participation	Montant brut	Dépréciation	Montant net
SAS TRAVEL AND MORE	11 779 769	5 900 000	5 879 769
Autres titres	1 500	1 500	0
Total	11 781 269	5 901 500	5 879 769

Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	Montant brut	Dépréciation	Montant net
Titres DEVIALET	10 775 077		10 775 077
Titres SUMMIT GROWTH EQUITY FUND II	5 198 722		5 198 722
Titres SUMMIT PARTNERS CREDIT OFF FUND II	4 377 859		4 377 859
Titres SUMMIT PARTNERS GE IX LP	3 337 579		3 337 579
Titres SUMMIT PARTNERS GE FUND X-B	2 947 174		2 947 174
Titres SUMMIT PARTNERS CREDIT OFF FUND III	1 760 423		1 760 423
Titres LA MAISON CHINESE OPPORTUNITIES	1 600 000		1 600 000
Titres SUMMIT PARTNERS	947 261		947 261
Titres LEVEL UP I	945 000		945 000
Titres EMERIGE SPNA MORLAND	742 560	681 448	61 112
Titres LA MAISON ITF 2	714 373	304 064	410 309
Titres LA MAISON ITF	701 000		701 000
Titres L'ATELIER NYC LLC	488 400	488 400	0
Titres UBQ MATERIALS LTD	467 393		467 393
Titres DAPHNI YELLOW FUNDS	450 000		450 000
Titres OPENWEB TECHNOLOGIES	411 393		411 393
Titres FELIX CAPITAL FUND I LP	406 338		406 338
Titres BIRD OFFICE	395 766		395 766
Titres SPARKLABS GLOBAL VENTURES	369 686		369 686
Titres DAY USE	360 010		360 010
Titres LA MAISON	360 000		360 000
Titres MI FRENCH STAR	359 137		359 137
Titres TRUST BK	333 485		333 485
Titres RETAIL RELOAD	300 657		300 657
Autres titres	6 927 641	2 080 985	4 846 656
Total	45 676 935	3 554 897	42 122 038

C) Variations des provisions sur immobilisations

Dépréciations sur actifs immobilisés	2 023	2 022	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre et autres variations
Dépréciations concessions, brevets et droits similaires	(100)	(100)				
Dépréciations sur écarts d'acquisition	(2 545 034)	(2 545 034)				
Dépréciations des immobilisations incorporelles	(2 545 134)	(2 545 134)				
Dépréciations sur installations techniques	(28 764)	(28 764)				
Dépréciations sur autres immo. corporelles	(28 209)	(28 209)				
Dépréciations des immobilisations corp. en cours		(6 476)		6 476		
Dépréciations avances et acomptes s/imm. corp.	(20 000)	(20 000)				
Dépréciations des immobilisations corporelles	(76 974)	(83 450)		6 476		
Dépréciations sur titres de participation	(5 901 500)	(6 129 518)		138 012		90 006
Dépréciations sur titres immobilisés	(6 250)		(6 250)	40 000		(40 000)
Dépréciations des titres immo. de l'activité du portefeuille	(3 554 897)	(2 866 654)	(741 111)	102 873		(50 006)
Dépréciations sur prêts	(6 667)	(23 333)	(6 667)	23 333		
Dépréciations sur dépôts et cautionnements	(3 267)		(3 267)			
Dépréciations sur autres créances immobilisées	(5 242)	(5 242)				
Dépréciations sur immobilisations financières	(9 477 823)	(9 024 747)	(757 294)	304 218		
Dépréciations sur actif immobilisé	(12 099 931)	(11 653 331)	(757 294)	310 694		

La valeur brute des titres de participations ainsi que des autres titres immobilisés est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'usage est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.



D) Variation du bas de bilan actif

Bilan actif par flux	2 023	2 022	Variation du bas de bilan	Variation des placements à court terme	Variation de la trésorerie	Variation des créances sur cessions d'actif	Variation des impôts différés	Ecart de conversion	Variations de périmètre et autres variations
Stocks et en-cours	247 259 318	252 517 536	(7 327 971)					2 069 753	
Stocks M, fournitures et aut. Approvisionnements	588 274	614 796	(26 522)						
Produits intermédiaires finis	144 609	165 848	(21 239)						
Stocks de marchandises	246 526 435	251 736 892	(7 280 210)					2 069 753	
Clients et comptes rattachés	56 609 957	50 240 819	1 439 889					485 338	4 443 912
Clients et comptes rattachés	56 609 957	50 240 819	1 439 889					485 338	4 443 912
Autres créances et comptes de régularisation	221 575 840	226 671 648	(329 672)			(202 330)	6 293 999	837 932	(11 695 736)
Avances et acomptes versés sur commandes	6 226 268	9 806 714	(3 630 791)					50 345	
Créances sur personnel & org. Sociaux	1 397 626	2 245 313	(862 314)					14 627	(0)
Créances fiscales hors IS	75 760 265	74 264 578	3 451 051					1 166 400	(3 121 764)
Etat, Impôt sur les bénéfices	12 448 412	14 116 542	(1 700 759)					32 629	
Impôts différés - actif	19 562 628	14 474 742					6 293 999	1 086	(1 207 198)
Créances sur cessions d'actifs	350 879	553 210				(202 330)			
Autres créances	102 554 450	105 474 432	4 884 100					(28 361)	(7 775 722)
Produits à recev.		29 210	(28 785)					(425)	
Charges constatées d'avance	3 275 306	5 706 908	(2 442 174)					10 572	
Valeurs mobilières de placement	35 013 576	31 815 586		3 197 991					
VMP - Autres placements	34 807 135	31 656 796		3 150 339					
Intérêts courus non échus s/ VMP	206 441	158 790		47 651					
Disponibilités	138 775 788	151 610 677			(12 767 649)			208 520	(275 760)
Disponibilités	138 280 091	151 496 119			(13 148 787)			208 520	(275 760)
Intérêts courus non échus s/ dispo.	495 697	114 558			381 139				
Actif circulant	699 234 479	712 856 266	(6 217 754)	3 197 991	(12 767 649)	(202 330)	6 293 999	3 601 542	(7 527 584)

Les stocks sont évalués au prix d'achat, remises et escomptes obtenus déduits.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Quand la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus est supérieure à la valeur de réalisation, une provision pour dépréciation des stocks est constituée pour la différence. La valeur de réalisation est déterminée en fonction d'un taux de décote qui est apprécié chaque année en fonction de la qualité des retours et de la juste appréciation de leur valeur sur le marché de gros.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les valeurs mobilières de placement sont essentiellement constituées d'actions cotées. La valeur brute des valeurs mobilières de placement est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

E) Variations des provisions du bas de bilan actif

Variation des provisions de bas de bilan actif	2 023	2 022	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variation de périmètre et autres variations
Stocks et en-cours	(21 728 543)	(24 892 325)	(18 815 572)	22 105 569	(126 215)	
Dépréciations s/ stocks - marchandises	(21 728 543)	(24 892 325)	(18 815 572)	22 105 569	(126 215)	
Clients et comptes rattachés	(3 068 756)	(2 623 168)	(1 656 177)	1 003 554		207 036
Dépr. clients et comptes rattachés - courant	(3 068 756)	(2 623 168)	(1 656 177)	1 003 554		207 036
Autres créances et comptes de régularisation	(80 290 909)	(80 663 209)	(2 765 925)	3 138 225		0
Dépr. autres créances - courant	(80 290 909)	(80 663 209)	(2 765 925)	3 138 225		0
Valeurs mobilières de placement	(3 911 793)	(4 710 199)	(486 759)	1 285 165		
Dépréciations sur VMP - Autres placements	(3 911 793)	(4 710 199)	(486 759)	1 285 165		
Actif circulant	(109 000 000)	(112 888 901)	(23 724 433)	27 532 513	(126 215)	207 036

F) Ventilation des actifs d'impôt différé

Ventilation des actifs d'impôt différé	2023
Reports fiscaux déficitaires	2 143 011
Différences temporaires	17 419 617
Total impôt différé	19 562 628

Le montant des impôts différés actifs non-inscrits à l'actif du bilan consolidé s'élève à 28 690 K€.

G) Echancier des créances

Echéancier des créances	2 023	< 1 an	1 an < 5 ans	> 5 ans
Prêts	50 558	50 558		
Dépôts et cautionnements versés	17 383 346	2 546 396	14 830 382	6 568
Autres créances immobilisées	13 325 748	13 325 748		
Créances - Actif immobilisé	30 759 652	15 922 703	14 830 382	6 568
Avances et acomptes versés sur commandes	6 226 268	6 226 268		
Clients et comptes rattachés	56 609 957	56 609 957		
Créances sur personnel & org. Sociaux	1 397 626	1 397 626		
Créances fiscales hors IS	75 760 265	75 753 965		
Impôts différés - actif	19 562 628	19 562 628		
Etat, Impôt sur les bénéfices	12 448 412	12 448 412		
Créances sur cessions d'actifs	350 879	350 879		
Autres créances	102 554 450	81 240 640		
Créances - Actif circulant	274 910 485	253 590 375		

H) Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Variation des capitaux propres consolidés	Part du groupe					Part hors groupe
	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Résultat net (Part du groupe)	Capitaux propres (Part du groupe)	Intérêts minoritaires
Au 31 décembre 2021	504 994	9 956 711	404 479 281	66 350 197	481 291 183	316 878 237
Affectation du résultat N-1			66 350 197	(66 350 197)		(26 569 373)
Distribution/ brut versé			(13 081 898)		(13 081 898)	(2 629 890)
Var. de capital en numéraire et souscrip				1 348 664	1 348 664	(22 287 571)
Résultat			(54 494)		(54 494)	(73 750)
Autres augment. dimin.			(43 754)		(43 754)	(73 038)
Reclass. chgt de méthode			664 968		664 968	1 146 336
Ecart de conversion/effet de change			2 469 297		2 469 298	(4 087 885)
Autres variations de périmètre						
Au 31 décembre 2022	504 994	9 956 711	460 783 598	1 348 664	472 593 967	262 303 066
Affectation du résultat N-1			1 348 664	(1 348 664)		(17 751 048)
Distribution/ brut versé			(13 356 294)		(13 356 294)	(1 683 1)
Var. de capital en numéraire et souscrip	1	1 682		35 035 645	35 035 645	49 199 027
Résultat			(944 536)		(944 536)	(1 444 602)
Autres augment. Dimin.						199 920
Reclass. Chgt de méthode			683 573		683 573	1 138 040
Ecart de conversion/effet de change						(564 312)
Autres variations de périmètre						
Au 31 Décembre 2023	504 995	9 958 393	448 515 004	35 035 645	494 014 038	293 080 092

I) Paiements fondés sur des actions & BSA

Plans d'attribution :

VENTE-PRIVEE.COM - LTI 2020 :

Lors de l'Assemblée générale extraordinaire du 17 décembre 2020, les actionnaires ont approuvé la modification du plan d'attribution d'actions gratuites mis en place en 2016 et modifié en 2018 ainsi qu'en 2019, le renommant ainsi « LTI Plan 2020 ». Les principales modifications relatives à ce plan concernent les modalités d'acquisition (3 tranches), la modification en actions de préférence rachetables (ADPR) et l'élargissement du nombre de salariés susceptibles de bénéficier de ce plan. Dans le cadre de la modification des plans 2016 et 2018, seuls deux salariés du Groupe postérieurement au 17 décembre 2020 ont souhaité conserver leurs droits dans le plan au titre de la tranche 1 et 2, représentant 25 020 actions. Ces actions ont été définitivement attribuées et émises au cours de l'exercice 2021.

Au cours de la période, 68 622 actions sont rachetées aux salariés conformément aux modalités du plan LTI 2020. Sur le premier semestre 2023, 40 000 actions ADPR sont émises par décision du Président. Il reste 20 000 ADPR en cours d'acquisition sur un total de 814 933 actions ADPR du plan LTI 2020.

VENTE-PRIVEE.COM - Nouveau plan d'actions gratuites LTI 2023-2025 :

L'assemblée extraordinaire du 25 octobre 2023 autorise le conseil d'administration d'attribuer en une ou plusieurs fois 880 000 actions ADPR.

Ces 880 000 ADPR se divisent en deux catégories et pourront représenter au maximum :

- 560 449 ADPR A avec des critères de performance (EBITDA), de convergence et de présence ;
- 319 551 ADPR B avec des critères de performance à atteindre cumulativement de 2023 à 2025 et des conditions de présence ;

Le conseil d'administration du 25 octobre 2023 a décidé d'attribuer pour l'exercice 2023 les ADPR suivantes :

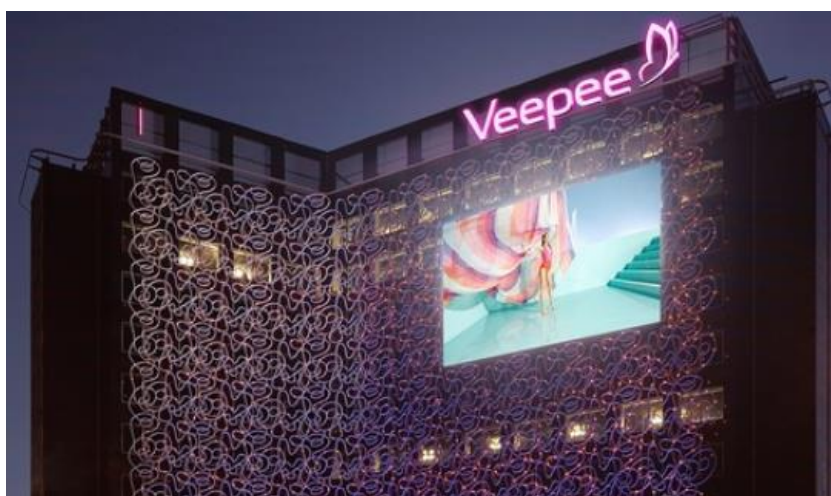
- 162 143 ADPR A2023 qui seront acquises en 2026 selon les modalités du plan ;
- 319 551 ADPR B2023 qui seront acquises en 2029 selon les modalités du plan ;

Aux vues des modalités d'acquisition des ADPR A2023 et ADPR B2023n seules 50% des ADPR A2023 répondant aux critères de convergence fixés dans le plan sont acquises.

PRIVALIA BRASIL :

Un plan spécifique à la société PRIVALIA BRASIL est mis en place le 19 septembre 2023. Cet equity plan d'une durée de 5 ans attribue 9 647 240 actions de la société PRIVALIA BRASIL à 8 salariés.

La période d'acquisition est prévue entre 2023 à 2028.



J) Variation des provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges s'élèvent à 22 172 K€ au 31 décembre 2023 contre 17 785 K€ en 2022. Le détail des provisions se présente comme suit :

Variation des provisions	2 023	2 022	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre et autres variations
Provisions pour risques	5 740 432	3 828 476	4 885 527	(1 866 625)	10 044	(1 116 990)
Autres provisions pour risques	5 740 432	3 828 476	4 885 527	(1 866 625)	10 044	(1 116 990)
Provisions pour charges	16 431 943	13 956 588	10 212 145	(7 732 080)	73 924	(78 635)
Provisions pour pensions et retraites	6 430 976	5 621 833	1 646 090	(836 948)		
Autres provisions pour charges	10 000 967	8 334 754	8 566 055	(6 895 132)	73 924	(78 635)
Ecart d'acquisition passif						
Ecart d'acquisition - passif	1 763 976	1 763 976				
Reprise - écart d'acquisition - passif	(1 763 976)	(1 763 976)				
Provisions	22 172 375	17 785 064	15 097 672	(9 598 705)	83 968	(1 195 625)

Provisions pour risques

Les provisions pour risques sont constituées essentiellement :

- de provisions pour risques sociaux et restructuration (4.5 M€) concernant principalement VENTE-PRIVEE.COM et VEEPEE NORTHERN EUROPE.

- de litiges commerciaux correspondant à des différends avec des fournisseurs pour la société VENTE-PRIVEE LOGISTIQUE (0.3 M€) et PRIVAIA SERVICIOS DE INFORMACAO (0.9 M€).

- Courant 2016, le groupe a fait l'objet d'un contrôle de la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (DGCCRF) portant sur les prix référents indiqués sur le site internet de la société VP.COM. Les conclusions de ce contrôle ont été communiquées début 2019 au Tribunal Correctionnel de Bobigny par la DGCCRF. Une procédure a été ainsi engagée à l'encontre du groupe sans effet depuis l'année 2019. Après délibéré en mai 2022, le tribunal a relaxé la société et mis fin à toute poursuite. La DGCCRF a fait appel de cette décision.

- Le 20 juillet 2023, la Guardia di Financia (GDF) a ouvert un contrôle fiscal sur les impôts directs de l'entité VENTE-PRIVEE.COM suspectant l'existence d'un établissement stable non déclaré en Italie pour la période 2017 à 2020 (étendu par la suite à 2016).

Des premiers éléments de réponse ont été fournis par VENTE-PRIVEE.COM à la GDF afin d'expliquer le business modèle pour la période auditée. En particulier, il a été rappelé :

- Le rôle central de la France dans les fonctions exercées, les biens (incorporels) utilisés, les risques supportés pour les ventes en Italie et ;
- Les rémunérations payées à la filiale italienne PRIVAIA pour les fonctions exercées en Italie, détaillées dans la documentation de prix de transfert revue par la GDF.

La GDF a émis son rapport définitif (PVC) le 30 janvier 2024. Ce PVC, qui ne constitue pas un redressement de la société, a été transmis au début du mois de février à l'administration fiscale italienne pour instruction (tax agency).

A date et en tout état de cause, VENTE-PRIVEE.COM SA souhaite poursuivre les discussions en fournissant des preuves supplémentaires démontrant le rôle déterminant de la France dans le business en Italie et visant à démontrer l'absence d'établissement stable en Italie pour les années contrôlées.

Provisions pour charges

Les provisions pour charges sont constituées de :

Libellé	Montant
Provision retraite	6 430 976 €
Provision pour retours (VP)	8 031 990 €
Autres provisions	1 968 977 €
Total	16 431 943 €

Les autres provisions comprennent une provision pour charges auprès des organismes sociaux et fiscaux concernant essentiellement la société PRIVALIA BRESIL. Suite à un contrôle des cotisations sociales de la société PRIVALIA SERVICIOS DE INFORMACAO, une notification de l'administration a été adressée à la société pour un montant de 1.5 M€. La totalité de la notification est provisionnée à la clôture de l'exercice.

Départ à la retraite

Selon les recommandations de l'ANC n°2013-02 du 7 novembre 2013 telle que modifiée le 5 novembre 2021, la méthode d'évaluation retenue est la méthode actuarielle des unités de crédit projetées. Cette méthode consiste à déterminer la valeur des prestations futures probables et actualisées de chaque salarié au moment du versement de la prestation. Cette valeur est qualifiée de Valeur Actuarielle des Prestations Futures (VAPF).

Les engagements correspondants ont été comptabilisés intégralement sous la forme d'une provision. L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés en fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

K) Engagements hors-bilan

Engagements donnés

	Total
Avals et cautionnements	25 000
Autres engagements	14 297 564
Total	14 322 564

Engagements reçus

	Total
Avals et cautionnements	0
Autres engagements	0
Total	0

Sur cet exercice, le groupe n'a reçu aucun engagement hors bilan.

L) Variation des dettes financières et de la trésorerie passive

Variation des dettes financières	2023	2022	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre et autres variations
Emprunts auprès établis. de crédit	348 999 525	380 005 172	53 417 241	(84 422 887)		
Dépôts et cautionnements reçus	1 004	1 065			(61)	
Autres emprunts et dettes assimilées	6 238 964	5 313 415	19 985 690	(19 060 141)	0	0
Intérêts courus sur emprunts	1 520 870	1 730 943	1 520 870	(1 730 943)		
Concours bancaires (trésorerie passive)	500 607	289 047				211 560
Concours bancaires (dettes)	191 146	57 395				133 751
Dettes financières	357 452 116	387 397 037	74 923 800	(105 213 971)	(61)	345 311

Le montant des dettes garanties par des sûretés réelles s'élève à 50 863 K€.

M) Variation du bas de bilan passif

Variation du bas de bilan passif	2 023	2 022	Variation du bas de bilan	Variation des dettes sur acq d'actifs	Variation des impôts différés	Ecart de conversion	Variations de périmètre et autres variations
Fournisseurs et comptes rattachés	356 067 257	376 803 944	(27 113 748)			1 713 163	4 663 898
Dettes fournisseurs	356 067 257	376 803 944	(27 113 748)			1 713 163	4 663 898
Autres dettes et comptes de régularisation	238 641 929	251 549 080	(4 860 093)	(3 245 908)	3 758 973	1 571 499	(10 131 621)
Avances, acomptes reçus sur commandes	7 639 125	52 658 501	(45 011 145)			247 489	(255 721)
Dettes sociales	54 679 157	55 060 570	(416 164)			132 514	(97 762)
Dettes fiscales (hors IS)	42 260 829	46 540 741	(4 915 540)			635 628	0
Impôts différés - passif	41 604 671	39 728 577			3 758 973	321	(1 883 201)
Etat - impôts sur les bénéfices	14 007 308	14 279 051	(801 660)			350 311	179 605
Dettes s/ acquis. d'actifs	3 165 815	6 411 724		(3 245 908)			
Autres dettes	19 797 444	18 566 842	9 099 909			205 236	(8 074 542)
Charges à payer		10 000	(10 000)				
Produits constatés d'avance	55 487 580	18 293 074	37 194 506				
Total	594 709 186	628 353 024	(31 973 841)	(3 245 908)	3 758 973	3 284 662	(5 467 723)

N) Ventilation des passifs d'impôt différé

Les dettes d'impôts différés au 31 décembre 2023 d'un montant de 41 605 K€ sont décomposées de la manière suivante :

Ventilation des passifs d'impôt différé	2023
Reports fiscaux déficitaires	0
Différences temporaires	41 604 671
Total impôt différé	41 604 671

O) Echancier des dettes

Echéancier des dettes	2 023	< 1 an	1 an < 5 ans	> 5 ans
Emprunts auprès établis. de crédits	348 999 525	78 694 429	194 792 323	75 512 773
Dépôts et cautionnements reçus	1 004	1 004		
Autres emprunts et dettes assimilées	6 238 964	5 880 259	358 705	
Intérêts courus sur emprunts	1 520 870	1 520 870		
Concours bancaires (trésorerie passive)	500 607	500 607		
Concours bancaires (dettes)	191 146	191 146		
Dettes financières	357 452 116	86 788 315	195 151 028	75 512 773
Dettes fournisseurs	356 067 257	356 067 068		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	356 067 257	356 067 068		
Avances, acomptes reçus sur commandes	7 639 125	7 639 125		
Dettes sociales	54 679 157	54 679 157		
Dettes fiscales (hors IS)	42 260 829	42 260 829		
Impôts différés - passif	41 604 671	41 604 671		
Etat - impôts sur les bénéfices	14 007 308	14 007 308		
Dettes s/ acquis. d'actifs	3 165 815	3 165 815		
Autres dettes	19 797 444	19 797 444		
Produits constatés d'avance	55 487 580	55 487 580		
Autres dettes et comptes de régularisation	238 641 929	238 641 929		



XIV) Informations concernant le compte de résultat

A) Ventilation du chiffre d'affaires

Libellé	Exercice 2023	Exercice 2022
Chiffre d'affaires Négoce:		
- France	870 198 829	881 942 921
- International	823 259 401	756 695 311
Chiffre d'affaires Total Négoce	1 693 458 230	1 638 638 231
Chiffre d'affaires Prestations de services:		
- France	183 698 469	176 623 833
- International	88 437 308	89 497 486
Chiffre d'affaires Total Prestations de Services	272 135 777	266 121 319
Chiffre d'affaires Total	1 965 594 008	1 904 759 550

B) Rémunération des commissaires aux comptes

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, les honoraires des Commissaires aux comptes et des membres de leur réseau pris en charge par le groupe se détaillent comme suit :

Honoraires CAC (en M d'€)	Exercice 2023	Exercice 2022
KPMG	1,2	1
TETRA AUDIT	0,4	0,5
Autres	0,3	0,2
Total	1,9	1,7

C) Impôts sur les résultats

La méthode de fiscalisation retenue correspond au "Report variable d'impôt", avec pour principe le rattachement des charges et des produits aux exercices concernés.

Toutes les différences entre le résultat consolidé et fiscal, susceptibles de se manifester à l'avenir, et qui résultent d'opérations déjà réalisées, sont constatées :

- Le calcul et l'enregistrement des corrections d'impôt sur les bénéfices, s'effectuent au taux en vigueur à la date des modifications,
- L'incidence de la variation des taux d'imposition est prise en compte au cours de l'exercice de variation.

L'incidence de la fiscalisation des retraitements est globalisée au niveau de chaque société. Elle figure sous des rubriques particulières de l'actif et du passif.

Le calcul de l'impôt différé de toutes les sociétés prend en compte la règle de l'impôt votée à la date de clôture des comptes consolidés. Pour les entités françaises, les impôts différés sont estimés sur la base d'un taux unique égal au taux marginal qui devrait être appliqué au titre de l'exercice qui suit, soit un taux de 25%.

Le détail de la charge d'impôt sur les sociétés est le suivant :

Libellé	2023	2022
Impôt sur les bénéfices	(20 296 956)	(23 249 764)
Produit ou ch. d'impôt lié à l'intégration fiscale	562 956	496 489
Impôts différés	2 535 025	(4 802 218)
Impôts sur les résultats	(17 198 974)	(27 555 492)

Les retraitements nécessaires pour faire apparaître la situation fiscale latente sont effectués :

- Constatation d'une créance représentative d'avance sur impôt futur dans les sociétés disposant d'un report déficitaire, lorsque l'imputation fiscale paraît possible notamment compte tenu de plus-values latentes sur les actifs immobilisés ou financiers, ou/et de prévisions commerciales à moyen ou long terme.
- Lorsque le report déficitaire ne paraît pas pouvoir être imputé, certains retraitements qui conduiraient à constater un impôt différé, ne sont pas appliqués.

D) Preuve d'impôt

Le rapprochement entre l'impôt sur les sociétés figurant au compte de résultat et l'impôt théorique qui serait supporté sur la base du taux en vigueur en France s'analyse comme suit :

Preuve d'impôt	Entités
Résultat de l'ensemble consolidé	84 234 671
Réintégration des impôts sur le résultat, des amort/prov. Sur écarts d'acq, et résultat des MEE	(17 531 578)
Résultat avant impôts sur le résultat, des amort/prov. Sur écarts d'acq, et résultat des MEE	101 766 249
Impôt théorique au taux de l'entité consolidante	(25 441 563)
Effets des différences de base	3 968 761
Effets des différences de taux	(330 836)
Effets des dispositions fiscales particulières	3 587 559
Ecritures manuelles sur Impôt	1 017 107
CHARGE D'IMPOT THEORIQUE	(17 198 974)
CHARGE D'IMPOT REELLE	(17 198 974)

E) Effectif moyen du personnel du groupe OREFI

Libellé	Exercice 2023	Exercice 2022
Cadres	1 470	1 533
Employés	3 125	3 272
Effectif moyen	4 595	4 805

F) Dotations d'exploitation

Libellé	2023	2022
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. incorporelles	(59 578 009)	(68 414 614)
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. corporelles	(19 550 116)	(19 422 442)
Dot. aux provisions d'exploitation	(11 749 097)	(9 958 319)
Dotations pour dépr. des actifs circulants	(23 237 673)	(96 891 610)
Dotations aux amort. dépr. et provisions	(114 114 896)	(194 686 985)

G) Résultat financier

1) Produits financiers

Libellé	2023	2022
Produits sur créances et VMP	1 353 652	3 376 524
Rep. sur provisions à caractère financier	138 012	1 856 400
Rep./Dépr. sur actifs financiers	1 451 371	647 470
Gains de change sur opérations financières	659 192	2 501 113
Produits nets sur cession de VMP	765 627	870 439
Autres produits financiers	9 402 982	6 862 355
Produits financiers	13 770 836	16 114 300

2) Charges financières

Libellé	2023	2022
Charges d'intérêts	(17 560 685)	(11 162 994)
Pertes sur créances financières et VMP	(299 898)	(8 342)
Pertes de change sur opérations financières	(981 637)	(2 227 926)
Autres charges financières	(348 408)	(120 814)
Dot. aux provisions à caractère financier	(427 410)	(61 121)
Dot. dépr. sur actifs financiers	(1 244 053)	(4 746 220)
Charges financières	(20 862 091)	(18 327 416)

H) Résultat exceptionnel

La conception du résultat exceptionnel retenue est celle du Plan Comptable Général, sans application de la directive 2013/34 UE. Cette conception est généralement identique à celle mise en œuvre dans les comptes sociaux.

1) Produits exceptionnels

Libellé	2023	2022
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 818 569	761 057
Produits excep. s/ exercices antérieurs	275 360	26 930
Produits de cession d'immo. incorp.	68 246	14 901
Produits de cession d'immo. corp.	1 453 474	15 919 963
Produits de cession de titres	8 118 431	11 865 189
Subv. invest. virées au résultat, de l'ex.	96 667	384 966
Autres produits exceptionnels	1 731	104 886
Produits exceptionnels	11 832 477	29 077 892

2) Charges exceptionnelles

Libellé	2023	2022
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(1 599 367)	(30 480 641)
Charges excep. sur exercices antérieurs	(886 663)	(75 616)
VNC des immo. incorp. cédées	(2 576 705)	(563 715)
VNC des immo. corp. cédées	(1 381 227)	(7 741 469)
VNC des titres cédés	(2 084 145)	(5 297 799)
+/- value de consolidation	(59 450)	(1 500 000)
Autres charges exceptionnelles	(1 050 834)	(578 248)
Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations		(1 307 087)
Dot. aux provisions à caractère exceptionnel	(2 921 165)	
Charges exceptionnelles	(12 559 555)	(47 544 576)

XV) Informations sectorielles

En euros	Europe	Amérique	Autres	Total
Exercice 2021	1 977 525 653	152 540 879	15 702	2 130 082 234
Chiffre d'affaires	1 977 525 653	152 540 879	15 702	2 130 082 234
Exercice 2022	1 735 651 179	169 108 372	-	1 904 759 550
Chiffre d'affaires	1 735 651 179	169 108 372	-	1 904 759 550
Exercice 2023	1 782 479 241	183 114 766	-	1 965 594 008
Chiffre d'affaires	1 782 479 241	183 114 766	-	1 965 594 008

Un secteur opérationnel est une composante du Groupe qui exerce des activités à partir desquelles elle est susceptible de percevoir des produits et de supporter des charges, y compris des produits et des charges relatives à des transactions avec d'autres composantes du Groupe. Les résultats opérationnels de tous les secteurs opérationnels, pour lesquels des informations financières isolées sont disponibles, sont régulièrement revus par la direction du groupe, qui les utilise pour prendre les décisions d'allocation de ressources aux secteurs et pour apprécier leur performance.

Le Groupe a ainsi défini deux secteurs géographiques pour la présentation des informations sectorielles.

Ces secteurs correspondent aux unités opérationnelles stratégiques du Groupe.

Les unités opérationnelles stratégiques du Groupe offrent des produits et des services distincts et sont gérées séparément dans la mesure où elles nécessitent la mise en place de technologies et stratégies commerciales différentes.

Les secteurs géographiques sont l'Europe (regroupant à ce jour la France, l'Italie, l'Allemagne, l'Espagne, le Royaume-Uni, le Benelux, le Danemark, la Suisse et la Pologne), l'Amérique (Brésil).